



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de règlement grand-ducal 4583

Projet de règlement grand-ducal concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité

Date de dépôt : 28-06-1999

Date de l'avis du Conseil d'État : 26-10-1999

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
28-06-1999	Déposé	4583/00	<u>3</u>
16-07-1999	Avis de la Chambre des Employés privés (16.7.1999)	4583/01	<u>21</u>
10-09-1999	Avis de la Chambre de Commerce (10.9.1999)	4583/02	<u>23</u>
23-09-1999	Avis de la Chambre de Travail (23.9.1999)	4583/03	<u>26</u>
26-10-1999	Avis du Conseil d'Etat (26.10.1999)	4583/04	<u>28</u>
03-12-1999	1) Dépêche du Ministre de l'Economie au Ministre aux Relations avec le Parlement (3.12.1999) 2) Texte coordonné du projet de règlement grand-ducal	4583/05	<u>39</u>
18-01-2000	Avis de la Conférence des Présidents (18-01-2000)	4583/06	<u>55</u>
31-12-2000	Publié au Mémorial A n°16 en page 480	4583,4631	<u>57</u>

4583/00

N° 4583**CHAMBRE DES DEPUTES**1^o Session extraordinaire 1999**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de
télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité**

* * *

*(Dépôt: le 28.6.1999)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (24.6.1999).....	1
2) Exposé des motifs et commentaire des articles	2
3) Texte du projet de règlement grand-ducal	4

*

**DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES***(24.6.1999)*

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre de l'Energie, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe le projet de règlement grand-ducal sous rubrique portant transposition de la directive 99/5 du 9 mars 1999, avec prière de bien vouloir en saisir la Commission de Travail.

Je joins le texte du projet avec un exposé des motifs-commentaire des articles.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre aux Relations
avec le Parlement,*
Luc FRIEDEN

*

EXPOSE DES MOTIFS ET COMMENTAIRE DES ARTICLES

1) HISTORIQUE

La première étape de l'harmonisation du marché européen des terminaux de télécommunications date de 1983, année de la signature d'un accord de coopération entre la Commission européenne et la Conférence des administrations des postes et des télécommunications (CEPT) en vue de fixer les priorités de l'élaboration de spécifications techniques européennes uniques pour les terminaux.

Il était cependant déjà évident à l'époque que l'harmonisation des réglementations nationales était indispensable pour l'instauration d'un marché intérieur unique.

L'évolution ultérieure du secteur des télécommunications en Europe a permis un nouveau pas en avant, à savoir un système de reconnaissance mutuelle de tout le processus d'agrément, y compris la mise sur le marché et la mise en service des équipements de télécommunications et des stations terrestres de communication par satellite. Ce système de „guichet unique“ a été instauré par le règlement grand-ducal du 23 avril 1997 transposant les directives 91/263/CEE et 93/97/CEE.

Avec l'accélération des progrès technologiques, l'incroyable diminution du temps d'élaboration des équipements terminaux, la diffusion de masse, etc., il est devenu évident que les délais d'établissement des mesures juridiques prévus par le règlement grand-ducal du 23 avril 1997, entravaient considérablement l'essor rapide du marché unique des équipements de télécommunications.

Les tendances suivantes ont été observées:

- la durée de vie économique des terminaux de télécommunications et des équipements hertziens se ramenait à trois ans à peine;
- l'élaboration des normes harmonisées en était arrivée à durer 18 mois pour le vote final et les procédures d'adoption, même dans les cas simples;
- de nouveaux types de réseaux de télécommunications apparaissaient et se répandaient plus rapidement que l'on ne pouvait élaborer des spécifications formelles pour les terminaux;
- la libéralisation des infrastructures encourageait l'arrivée de nouveaux exploitants et donc une prolifération des réseaux.

Ces tendances indiquaient donc que la législation applicable aux équipements terminaux et hertziens nécessitait une révision profonde afin de pouvoir soutenir un environnement aussi concurrentiel et dynamique.

*

2) OBJECTIFS DU REGLEMENT PROPOSE

L'objectif du règlement est double:

2.1.) Extension du champ d'application

Le cadre réglementaire en vigueur concernant la mise sur le marché, la libre circulation et la mise en service des équipements de télécommunications connecté, tel qu'il apparaît dans le règlement grand-ducal du 23 avril 1997, s'applique en fait uniquement aux équipements terminaux qui font l'objet de règles techniques communes et de normes harmonisées. Le champ d'application du présent règlement a été étendu de manière à couvrir les équipements hertziens et à englober les nouveaux types d'équipements inédits et les produits futurs. Ce cadre réglementaire unique sera suffisamment souple pour englober les services offerts par les nouveaux exploitants de réseaux et les nouveaux points de terminaison qu'ils mettront à disposition de leurs abonnés en plus des points de terminaison traditionnels d'aujourd'hui. Pour y arriver, il est proposé un système permettant d'identifier les nouveaux types de terminaison de réseaux avant même leur déploiement, et de déterminer en temps utile les exigences essentielles applicables aux nouveaux types de réseaux.

2.2.) Régime simplifié pour l'évaluation de la conformité

En ce qui concerne l'évaluation de la conformité, le présent règlement établit une nouvelle série de procédures remplaçant l'actuel système d'homologation. L'ensemble de procédures envisagé réunit de

façon équilibrée des mesures préventives et un système de surveillance a posteriori. L'élément nouveau dans la création de cet équilibre est l'application d'un système de responsabilité similaire à celui de la loi du 21 avril 1989 relative à la responsabilité civile du fait des produits défectueux. Les équipements de télécommunications non conformes aux exigences essentielles en vigueur seront ainsi considérés comme défectueux.

Le principe de confiance dans les déclarations des fabricants permet l'introduction d'un ensemble très simple de règles, qui correspondent d'ailleurs aux procédures les plus élémentaires dans l'approche globale en matière d'essais et de certifications. La législation proposée est adaptée à l'évolution d'un marché où les équipements de télécommunications deviendront de véritables produits de consommation.

*

3) EXIGENCES ESSENTIELLES

L'expérience acquise avec la législation actuelle et le progrès technologique ont montré qu'il faut interpréter moins strictement le concept d'exigence fondamentale en télécommunications et définir de manière plus souple les exigences essentielles applicables aux différentes catégories d'équipements. Cette souplesse est nécessaire afin de répondre aux besoins spécifiques des nouveaux types de réseaux, de prendre en compte la réaction du secteur industriel au système en vigueur, de s'adapter à l'évolution des stratégies, aux pressions du marché et à la mondialisation croissante des télécoms.

Tous les équipements de télécommunication doivent respecter les exigences essentielles du règlement grand-ducal du 27 août 1976 concernant le matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension et du règlement grand-ducal du 21 avril 1993 concernant la compatibilité électromagnétique. Aucune exigence essentielle spécifique aux télécommunications n'est donc proposée en ce qui concerne la sécurité et la compatibilité électromagnétique.

*

4) EVALUATION DE LA CONFORMITE

L'application des actuelles procédures d'évaluation de la conformité s'est avérée fastidieuse et coûteuse pour les fabricants d'équipements de télécommunications. Par ailleurs, les constructeurs s'inquiètent du morcellement du marché qu'entraînent les différences nationales au niveau des systèmes de surveillance et des sanctions en cas de violation.

Le présent règlement intègre ces questions en simplifiant grandement les procédures d'évaluation de la conformité. La responsabilité de cette évaluation incombe nettement au fabricant des équipements. Le principe retenu consiste à prendre les procédures d'évaluation de la conformité les plus légères qui existent dans le cadre de l'approche globale en matière d'essais et de certification. Dans le cas des équipements hertziens, l'évaluation de la conformité repose sur les principes du contrôle interne de la fabrication (module A de l'approche globale en matière d'essais et de certification).

Compte tenu des risques de perturbation pour d'autres utilisateurs dès la mise en marche des équipements hertziens, une procédure d'évaluation de la conformité plus stricte est envisagée pour ces équipements. Le règlement prévoit que, pour chaque type de produit, tous les essais radio essentiels seront effectués par le fabricant. En outre, la documentation technique doit comprendre les rapports complets de tous les essais radio essentiels. Les organismes notifiés seront responsables de la définition des essais indispensables pour établir la conformité aux exigences essentielles.

Les régimes susmentionnés applicables aux équipements hertziens et non hertziens permettent tous les deux au fabricant de choisir d'effectuer eux-mêmes les essais d'évaluation de la conformité ou de recourir à des laboratoires d'essai tiers. Le marché et les possibilités de chaque fabricant, qu'il s'agisse d'une multinationale ou d'une petite ou moyenne entreprise, détermineront la procédure à suivre. Un vaste programme approfondi d'essais est escompté pour tous les produits, vu la responsabilité indiscutable du fabricant en cas de non-conformité.

*

5) MARQUAGE

Une simplification du marquage est proposée. Les équipements de télécommunications conformes porteront le marquage „CE“ uniquement s'il s'agit d'équipements non hertziens et le marquage „CE“ suivi du numéro d'un organisme notifié s'il s'agit d'équipements hertziens. Le symbole ressemblant à des crosses de hockey croisées qui est prévu par l'actuel règlement grand-ducal du 23 avril 1997 relatif aux équipements terminaux de télécommunications ne sera plus utilisé.

*

6) EXAMEN DES ARTICLES

Le présent règlement a pour objet de transposer en droit national la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999.

Les articles 1 à 14 du présent règlement reprennent pratiquement textuellement les articles 1 à 12 ainsi que les articles 18 et 20 de la directive.

Les articles 13 à 17 ainsi que l'article 19 de la directive ne sont pas concernés par la transposition en droit national.

Dans le cadre du présent règlement, le Ministère des Communications est l'autorité de surveillance, l'Institut luxembourgeois des Télécommunications est l'autorité responsable de la gestion des fréquences et le Service de l'Energie de l'Etat est l'autorité de contrôle comme tel est actuellement le cas dans le cadre du règlement grand-ducal du 23 avril 1997 concernant les équipements terminaux de télécommunications.

*

TEXTE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports, telle qu'elle a été complétée par la loi du 8 décembre 1980;

Vu la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil, du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité;

Vu le règlement grand-ducal du 23 avril 1997 relatif aux équipements terminaux de télécommunications et aux équipements terrestres de communications par satellite, incluant la reconnaissance mutuelle;

Vu les avis de la Chambre de Commerce, de la Chambre des Employés Privés, de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Travail;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Commission de travail de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Energie et de Notre Ministre des Communications et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Chapitre Ier

Art. 1er. *Champ d'application et objectif*

1. Le présent règlement établit un cadre réglementaire pour la mise sur le marché, la libre circulation et la mise en service des équipements hertziens et des équipements terminaux de télécommunications.

2. Lorsqu'un appareil au sens de l'article 2, point a), comprend, comme partie intégrante ou comme accessoire:

a) un dispositif médical au sens de l'article 1er du règlement grand-ducal du 11 août 1996 relatif aux dispositifs médicaux;

ou

b) un dispositif médical implantable actif au sens de l'article 1er du règlement grand-ducal du 5 février 1993 relatif aux dispositifs médicaux implantables actifs, l'appareil est régi par le présent règlement sans préjudice de l'application des règlements grand-ducaux précités.

3. Lorsqu'un appareil constitue un élément ou une entité technique séparée d'un véhicule au sens du règlement grand-ducal du 3 février 1998 portant exécution de la directive 72/245/CEE du Conseil concernant les parasites radioélectriques (compatibilité électromagnétique) produits par les véhicules, ou un élément ou une entité technique séparée d'un véhicule au sens du règlement grand-ducal du 10 février 1999 relatif à la réception des véhicules à moteur à deux ou trois roues, l'appareil est régi par le présent règlement sans préjudice de l'application respectivement du règlement grand-ducal du 3 février 1998 ou du règlement grand-ducal du 10 février 1999.

4. Le présent règlement ne s'applique pas aux équipements énumérés à l'annexe I.

5. Le présent règlement ne s'applique pas aux appareils utilisés exclusivement dans des activités ayant trait à la sécurité publique, la défense, la sécurité de l'Etat (y compris le bien-être économique de l'Etat lorsque les activités ont trait à la sécurité de l'Etat) ou aux activités de l'Etat dans le domaine du droit pénal.

Art. 2. Définitions

Aux fins du présent règlement, on entend par:

- a) „appareil“, tout équipement qui est, soit un „équipement hertzien“, soit un „équipement terminal de télécommunications“, soit les deux;
- b) „équipement terminal de télécommunications“, un produit permettant la communication, ou un composant pertinent d'un produit, destiné à être connecté directement ou indirectement par un quelconque moyen à des interfaces de réseaux publics de télécommunications (à savoir des réseaux de télécommunications servant entièrement ou en partie à la fourniture de services de télécommunications accessibles au public);
- c) „équipement hertzien“, un produit, ou un composant pertinent d'un produit, qui permet de communiquer par l'émission et/ou la réception d'ondes hertziennes en utilisant le spectre attribué aux communications radio terrestres ou spatiales;
- d) „ondes hertziennes“, des ondes électromagnétiques dont les fréquences sont situées entre 9 kHz et 3.000 GHz et qui se propagent dans l'espace sans guide artificiel;
- e) „interface“,
 - (i) un point de terminaison d'un réseau, c'est-à-dire un point de raccordement physique par lequel les usagers obtiennent l'accès à un réseau public de télécommunications, et/ou
 - (ii) une interface radio, précisant le trajet radioélectrique entre les équipements hertziens, et leurs spécifications techniques;
- f) „catégorie d'équipements“, une catégorie désignant certains types d'appareils considérés comme semblables en vertu du présent règlement et les interfaces auxquelles les appareils sont destinés. Les appareils peuvent appartenir à plusieurs catégories d'équipements;
- g) „dossier technique de construction“, un dossier décrivant l'appareil et donnant des informations et des explications quant à la façon dont les exigences essentielles applicables ont été observées;
- h) „norme harmonisée“, une spécification technique adoptée par un organisme de normalisation agréé dans le cadre d'un mandat délivré par la Commission européenne, et dépourvue de caractère obligatoire;
- i) „perturbation“, toute interférence qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'autres services de sécurité ou qui porte gravement atteinte ou fait obstruction à un service de radiocommunications fonctionnant conformément à la réglementation communautaire ou nationale applicable, ou qui interrompt un tel service de manière répétée;

- j) „Commission“, la Commission européenne;
- k) „comité“, le comité pour l'évaluation de la conformité et la surveillance du marché des télécommunications (TCAM) composé de représentants des Etats membres et présidé par un représentant de la Commission.

Art. 3. Exigences essentielles

1. Les exigences essentielles ci-après sont applicables à tous les appareils:

- a) la protection de la santé et de la sécurité de l'utilisateur et de toute autre personne, y compris les objectifs, en ce qui concerne les exigences de sécurité, figurant dans le règlement grand-ducal du 27 août 1976 concernant le matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension, mais sans seuil inférieur de tension;
- b) les exigences de protection, en ce qui concerne la compatibilité électromagnétique, figurant dans le règlement grand-ducal du 21 avril 1993 concernant la compatibilité électromagnétique.

2. Les équipements hertziens sont en outre construits de telle sorte qu'ils utilisent efficacement le spectre attribué aux communications radio terrestres ou spatiales ainsi que les ressources orbitales pour éviter les interférences dommageables.

3. La Commission peut décider que les appareils relevant de certaines catégories d'équipements ou certains types d'appareils sont construits de sorte:

- a) qu'ils interfonctionnent au travers des réseaux avec les autres appareils et qu'ils puissent être raccordés à des interfaces du type approprié dans l'ensemble de la Communauté; et/ou
- b) qu'ils ne portent pas atteinte au réseau ou à son fonctionnement ni ne fassent une mauvaise utilisation des ressources du réseau, provoquant ainsi une détérioration inacceptable du service; et/ou
- c) qu'ils comportent des sauvegardes afin d'assurer la protection des données à caractère personnel et de la vie privée des utilisateurs et des abonnés; et/ou
- d) qu'ils soient compatibles avec certaines fonctionnalités empêchant la fraude; et/ou
- e) qu'ils soient compatibles avec certaines caractéristiques assurant l'accès aux services d'urgence; et/ou
- f) que certaines catégories d'appareils soient compatibles avec certaines caractéristiques pour faciliter leur utilisation par les personnes handicapées.

Art. 4. Notification et publication des spécifications des interfaces

1. L'Institut luxembourgeois des Télécommunications notifie à la Commission les interfaces qu'il a réglementées, dans la mesure où lesdites interfaces n'ont pas été notifiées en vertu des dispositions de la directive 98/34/CE en voie de transposition.

2. L'Institut luxembourgeois des Télécommunications notifie à la Commission les types d'interfaces qui sont offerts par les exploitants de réseaux publics de télécommunications. L'Institut luxembourgeois des Télécommunications veille à ce que ces exploitants publient des spécifications techniques régulièrement mises à jour, précises et suffisantes de ces interfaces avant de rendre les services accessibles au public par ces interfaces. Les spécifications sont suffisamment détaillées pour permettre la conception des équipements terminaux de télécommunications capables d'utiliser tous les services fournis par l'interface correspondante. Les spécifications comprennent, entre autres, toutes les informations nécessaires pour permettre aux fabricants de réaliser, s'ils le désirent, les essais pertinents pour les exigences essentielles applicables aux équipements terminaux de télécommunications. L'Institut luxembourgeois des Télécommunications veille à ce que ces spécifications soient rendues aisément accessibles par les exploitants.

Art. 5. Normes harmonisées

1. Lorsqu'un appareil est conforme aux normes harmonisées pertinentes ou à certaines parties de celles-ci, dont les numéros de référence ont été publiés au Mémorial, le Service de l'Energie de l'Etat présume que les exigences essentielles visées à l'article 3 et couvertes par ces normes harmonisées ou certaines parties de celles-ci sont respectées.

2. Lorsque le Service de l'Energie de l'Etat estime que la conformité à une norme harmonisée ne garantit pas le respect des exigences essentielles visées à l'article 3 que cette norme est censée couvrir, le Service de l'Energie de l'Etat saisit le comité.

Art. 6. Mise sur le marché

1. Le Service de l'Energie de l'Etat veille à ce que les appareils ne soient mis sur le marché qu'à condition d'être conformes aux exigences essentielles appropriées visées à l'article 3 et aux autres dispositions pertinentes du présent règlement lorsqu'ils sont installés et entretenus de façon appropriée et qu'ils sont utilisés conformément à leur destination. Ils ne sont pas soumis à d'autres exigences quant à la mise sur le marché.

2. Le Service de l'Energie de l'Etat veille à ce que le fabricant ou la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil fournisse à l'utilisateur des informations sur l'usage auquel l'appareil est destiné, accompagnées de la déclaration de conformité aux exigences essentielles. Lorsqu'il s'agit d'équipements hertziens, ces informations sont suffisantes pour permettre d'identifier sur l'emballage et la notice d'utilisation de l'appareil les Etats membres ou la zone géographique à l'intérieur d'un Etat membre dans lesquels l'équipement est destiné à être utilisé, et il alerte l'utilisateur grâce au marquage apposé sur l'appareil et visé à l'annexe VII, point 5, sur la possibilité que l'utilisation de l'équipement hertzien soit soumise dans certains Etats membres à des restrictions ou à des exigences en vue de l'autoriser. Lorsqu'il s'agit d'équipements terminaux de télécommunications, ces informations sont suffisantes pour permettre d'identifier les interfaces des réseaux publics de télécommunications auxquelles les équipements sont destinés à être raccordés. Pour tous les appareils, ces informations sont mises en évidence.

3. Dans le cas d'équipements hertziens utilisant des bandes de fréquences dont l'utilisation n'est pas harmonisée dans l'ensemble de la Communauté, le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté ou la personne responsable de la mise sur le marché des équipements informe l'Institut luxembourgeois des Télécommunications de son intention de commercialiser ces équipements sur son marché national.

La notification est faite au moins quatre semaines avant le début de la mise sur le marché et comprend des informations sur les caractéristiques hertziennes des équipements (en particulier, bandes de fréquences, espacement des canaux, type de modulation et puissance RF) et le numéro d'identification de l'organisme notifié visé aux annexes IV et V.

Art. 7. Mise en service et droit de connexion

1. Le Service de l'Energie de l'Etat autorise la mise en service des appareils conformément à l'usage auquel ils sont destinés lorsqu'ils sont conformes aux exigences essentielles appropriées visées à l'article 3 et aux autres dispositions pertinentes du présent règlement.

2. Nonobstant le paragraphe 1, et sans préjudice des conditions attachées aux autorisations pour la fourniture du service concerné conformément au droit communautaire, le Service de l'Energie de l'Etat ne peut limiter la mise en service d'équipements hertziens que pour des raisons liées à l'utilisation efficace et appropriée du spectre radio, à la nécessité d'éviter des interférences dommageables, ou à des questions liées à la santé publique.

3. Sans préjudice du paragraphe 4, le Service de l'Energie de l'Etat veille à ce que les exploitants de réseaux publics de télécommunications ne refusent pas la connexion des équipements terminaux de télécommunications aux interfaces appropriées pour des raisons techniques lorsque ces équipements sont conformes aux exigences applicables de l'article 3.

4. Lorsque le Service de l'Energie de l'Etat estime qu'un appareil, déclaré conforme au présent règlement, occasionne un dommage grave à un réseau ou des perturbations radioélectriques, ou une atteinte au réseau ou à son fonctionnement, l'exploitant peut être autorisé à refuser la connexion d'un tel appareil, à le déconnecter ou à le retirer du service. Le Service de l'Energie de l'Etat notifie chaque autorisation de ce type à la Commission. Le Service de l'Energie de l'Etat peut aussi prendre d'autres mesures appropriées.

5. En cas d'urgence, l'exploitant peut déconnecter un appareil si la protection du réseau exige que l'équipement soit déconnecté sans délai, et si une solution de rechange peut être offerte à l'utilisateur sans délai et sans frais pour ce dernier. L'exploitant en informe immédiatement le Service de l'Energie de l'Etat.

Art. 8. Libre circulation des appareils

1. Le Service de l'Energie de l'Etat n'interdit pas, ne limite pas ou n'entrave pas la mise sur le marché et la mise en service sur leur territoire d'appareils portant le marquage CE visé à l'annexe VII, qui prouve leur conformité avec toutes les dispositions du présent règlement, y compris les procédures d'évaluation de la conformité définies au chapitre II, et cela sans préjudice des dispositions de l'article 6, paragraphe 4, de l'article 7, paragraphe 2, et de l'article 9, paragraphe 5.

2. Lors des foires commerciales, expositions, démonstrations, etc., le Service de l'Energie de l'Etat ne crée pas d'obstacle à la présentation d'appareils qui ne sont pas conformes au présent règlement, à condition qu'un signe visible indique clairement que ces appareils ne peuvent être commercialisés ou mis en service avant d'avoir été rendus conformes.

3. Lorsque l'appareil est soumis à d'autres règlements concernant d'autres aspects et qui prévoient également l'apposition du marquage CE, ce dernier indique que cet appareil satisfait également aux dispositions des autres règlements. Toutefois, si l'un ou plusieurs de ces règlements permettent au fabricant, pendant une période transitoire, de choisir le régime qu'il applique, le marquage CE indique que l'appareil satisfait seulement aux dispositions des règlements transposant les directives appliquées par le fabricant. Dans ce cas, les références de ces directives, telles que publiées au Journal officiel des Communautés européennes, doivent figurer dans les documents, notices ou instructions requis par ces directives et accompagnant ces produits.

Art. 9. Sauvegardes

1. Lorsque le Service de l'Energie de l'Etat constate qu'un appareil relevant du champ d'application du présent règlement n'est pas conforme aux exigences de celui-ci, il prend toutes les mesures utiles sur son territoire pour retirer l'appareil du marché ou du service, en interdisant la mise sur le marché ou la mise en service ou en restreindre la liberté de circulation.

Dans ce cas de non-conformité, les frais de contrôle et d'essais du Service de l'Energie de l'Etat seront à charge du constructeur ou, à défaut, de l'importateur ou, à défaut, de celui qui a mis l'appareil sur le marché.

2. Le Service de l'Energie de l'Etat notifie immédiatement à la Commission toute mesure prise à cet égard en la motivant et en indiquant si la non-conformité est due:

- a) à une application inadéquate des normes harmonisées visées à l'article 5, paragraphe 1;
- b) aux insuffisances des normes harmonisées visées à l'article 5, paragraphe 1;
- c) à la non-conformité aux exigences visées à l'article 3, lorsque l'appareil ne satisfait pas aux normes harmonisées visées à l'article 5, paragraphe 1.

3. a) Nonobstant les dispositions de l'article 6, le Service de l'Energie de l'Etat peut, dans le respect des dispositions du traité et notamment de ses articles 30 et 36, arrêter toute mesure appropriée en vue:

- (i) d'interdire ou de restreindre la mise sur son marché, et/ou
- (ii) d'exiger le retrait de son marché d'équipements hertziens, y compris de types d'équipements hertziens, qui ont provoqué, ou dont il estime raisonnablement qu'ils vont provoquer des interférences dommageables, y compris des interférences avec des services existants ou prévus sur les bandes de fréquences attribuées au niveau national.

b) Lorsque le Service de l'Energie de l'Etat prend des mesures conformément au point a), il en informe immédiatement la Commission en indiquant les raisons qui l'ont incité à le faire.

Chapitre II

Art. 10. Procédures d'évaluation de la conformité

1. Les procédures d'évaluation de la conformité visées dans le présent article sont utilisées pour établir la conformité des appareils à toutes les exigences essentielles pertinentes visées à l'article 3.

2. Au choix du fabricant, la conformité des appareils aux exigences essentielles visées à l'article 3, paragraphe 1, points a) et b), peut être démontrée en utilisant les procédures spécifiées respectivement

dans le règlement grand-ducal du 27 août 1976 concernant le matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension et le règlement grand-ducal du 21 avril 1993 concernant la compatibilité électromagnétique lorsque les appareils relèvent de ces règlements, en lieu et place des procédures décrites ci-après.

3. Les équipements terminaux de télécommunications qui n'utilisent pas le spectre attribué aux communications radio terrestres/spatiales ou les éléments récepteurs d'équipements hertziens sont soumis, au choix du fabricant, aux procédures décrites à l'annexe II, à celles de l'annexe IV ou à celles de l'annexe V.

4. Lorsqu'un fabricant a appliqué les normes harmonisées visées à l'article 5, paragraphe 1, les équipements hertziens qui ne relèvent pas du paragraphe 3 sont soumis, au choix du fabricant, aux procédures visées à l'annexe III, à l'annexe IV ou à l'annexe V.

5. Lorsqu'un fabricant n'a pas appliqué les normes harmonisées visées à l'article 5, paragraphe 1, ou ne les a appliquées que partiellement, les équipements hertziens qui ne relèvent pas du paragraphe 3 du présent article sont soumis, au choix du fabricant, aux procédures visées à l'annexe IV ou à l'annexe V.

6. Les registres et la correspondance relatifs aux procédures d'évaluation de la conformité visées aux paragraphes 2 à 5 sont rédigés dans une langue acceptée par l'organisme notifié concerné.

Art. 11. Organismes notifiés et autorités de surveillance

1 Le Ministre des Communications notifie à la Commission les organismes qu'il a désignés pour effectuer les tâches pertinentes visées à l'article 10. Il détermine les organismes à désigner en appliquant les critères définis à l'annexe VI.

2. Le Ministre des Communications notifie à la Commission les autorités qui effectuent les tâches de surveillance liées à la mise en oeuvre du présent règlement.

Chapitre III

Art. 12. Marquage „CE“

1. Les appareils conformes à toutes les exigences essentielles applicables portent le marquage „CE“ de conformité prévu à l'annexe VII. Ce marquage est apposé sous la responsabilité du fabricant, de son mandataire établi dans la Communauté ou de la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil.

En cas d'application des procédures visées à l'annexe III, à l'annexe IV ou à l'annexe V, le marquage est accompagné du numéro d'identification de l'organisme notifié visé à l'article 11, paragraphe 1. Les équipements hertziens sont en outre accompagnés, le cas échéant, de l'identificateur de la catégorie d'équipements lorsqu'un tel identificateur a été attribué. Tout autre marquage peut être apposé, à condition de ne pas réduire la visibilité et la lisibilité du marquage „CE“.

2. Qu'ils soient conformes ou non aux exigences essentielles applicables, les appareils ne peuvent porter aucun marquage susceptible de tromper les tiers sur la signification et le graphisme du marquage „CE“ représenté à l'annexe VII.

3. Le Service de l'Energie de l'Etat prend les mesures adéquates à l'encontre de toute personne ayant apposé un marquage non conforme aux paragraphes 1 et 2. S'il n'est pas possible d'identifier la personne qui a apposé ce marquage, les mesures appropriées peuvent être prises à l'encontre du détenteur de l'appareil au moment où la non-conformité a été découverte.

4. Les appareils sont identifiés par le fabricant sur la base du type, du lot et/ou des numéros de série, et par le nom du fabricant ou de la personne responsable de la mise sur le marché.

Art. 13. Dispositions transitoires

1. Les normes visées par le règlement grand-ducal du 27 août 1976 concernant le matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension ou le règlement grand-ducal du 21 avril 1993 concernant la compatibilité électromagnétique dont les références ont été publiées au Mémorial peuvent être utilisées comme base pour présumer la conformité aux exigences essentielles visées à l'article 3,

paragraphe 1, points a) et b). Les réglementations techniques communes visées par le règlement grand-ducal du 23 avril 1997 concernant les équipements terminaux de télécommunications dont les références ont été publiées au Mémorial peuvent être utilisées comme base pour présumer la conformité aux autres exigences essentielles visées à l'article 3.

2. Le Service de l'Energie de l'Etat ne fait pas obstacle à la mise sur le marché et la mise en service d'appareils conformes aux dispositions du règlement grand-ducal du 23 avril 1997 concernant les équipements de télécommunications ou aux règles en vigueur et qui ont été mis sur le marché pour la première fois avant l'entrée en vigueur du présent règlement ou au plus tard deux ans après son entrée en vigueur.

3. Outre les exigences essentielles mentionnées à l'article 3, paragraphe 1, le Service de l'Energie de l'Etat peut demander de continuer, pendant une période pouvant aller jusqu'au 7 octobre 2002, et dans le respect des dispositions du traité, à exiger que les équipements terminaux de télécommunications ne puissent pas provoquer une détérioration inacceptable d'un service de téléphonie vocale accessible dans le cadre du service universel tel que défini par le règlement grand-ducal du 26 mai 1998.

Le Service de l'Energie de l'Etat informe la Commission des motifs pour lesquels il demande de maintenir cette exigence, de la date à laquelle le maintien de cette exigence ne sera plus nécessaire pour le service concerné et des mesures prévues pour respecter ce délai.

Art. 14. Abrogation

1. Le règlement grand-ducal du 23 avril 1997 relatif aux équipements terminaux de télécommunications et aux équipements de stations terrestres de communications par satellite, incluant la reconnaissance mutuelle est abrogée à partir du 7 avril 2000.

2. Le présent règlement n'est pas un règlement spécifique au sens de l'article 2, paragraphe 2, du règlement grand-ducal du 21 avril 1993 concernant la compatibilité électromagnétique. Les dispositions du règlement grand-ducal du 21 avril 1993 ne s'appliquent pas, à partir du 8 avril 2000, aux appareils relevant du présent règlement, à l'exception des exigences en matière de protection prévues à l'article 4 et à l'annexe III et de la procédure d'évaluation de la conformité visée à l'article 10, paragraphes 1 et 2, et à l'annexe I du règlement grand-ducal du 21 avril 1993.

3. Les dispositions du règlement grand-ducal du 27 août 1976 concernant le matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension ne s'appliquent pas, à partir du 8 avril 2000, aux appareils relevant du présent règlement, à l'exception des objectifs relatifs aux exigences de sécurité énoncés à l'article 2 et à l'annexe I et de la procédure d'évaluation de la conformité visée à l'annexe III, point B, et à l'annexe IV du règlement grand-ducal du 27 août 1976.

Art. 15. Notre Ministre de l'Energie et Notre Ministre des Communications sont chargés de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Energie,
Robert GOEBBELS

La Ministre des Communications,
Mady DELVAUX-STEHRÉS

*

ANNEXE I

**EQUIPEMENTS NON VISES PAR LE PRESENT REGLEMENT
AU SENS DE L'ARTICLE 1er, PARAGRAPHE 4**

1. Equipements hertziens utilisés par des radioamateurs au sens de l'article 1er, définition 53, du règlement des radiocommunications de l'Union internationale des télécommunications (UIT), à moins qu'il ne s'agisse d'équipements disponibles dans le commerce.
Les kits de pièces détachées à assembler par des radioamateurs et les équipements commerciaux modifiés par des radioamateurs et pour leur usage ne sont pas considérés comme des équipements disponibles dans le commerce.
2. Equipements relevant de la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins en voie de transposition.
3. Fils et câbles.
4. Equipements de réception radio destinés à être utilisés exclusivement pour la réception de services de radiodiffusion sonore et télévisuelle.
5. Produits, équipements ou éléments au sens de l'article 2 du règlement (CEE) No 3922/91 du Conseil du 16 décembre 1991 relatif à l'harmonisation de règles techniques et de procédures administratives dans le domaine de l'aviation civile.
6. Equipements et systèmes pour la gestion du trafic aérien au sens de l'article 1er du règlement grand-ducal du 11 mars 1999 relatif à la définition et à l'utilisation de spécifications techniques compatibles pour l'acquisition d'équipements et de systèmes pour la gestion du trafic aérien.

*

ANNEXE II

**PROCEDURE D'EVALUATION DE LA CONFORMITE
VISEE A L'ARTICLE 10, PARAGRAPHE 3***Module A (contrôle interne de la fabrication)*

1. Ce module décrit la procédure par laquelle le fabricant, ou son mandataire établi dans la Communauté, qui remplit les obligations prévues au point 2, assure et déclare que les produits en question satisfont aux exigences de la directive qui leur sont applicables. Le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté appose le marquage „CE“ sur chaque produit et établit par écrit une déclaration de conformité.
2. Le fabricant établit la documentation technique décrite au point 4; le fabricant, ou son mandataire établi dans la Communauté, tient cette documentation à la disposition des autorités nationales de tout Etat membre à des fins d'inspection pendant une durée d'au moins dix ans à compter de la dernière date de fabrication du produit.
3. Lorsque ni le fabricant ni son mandataire ne sont établis dans la Communauté, cette obligation de tenir la documentation technique à disposition incombe à la personne responsable de la mise du produit sur le marché communautaire.
4. La documentation technique doit permettre l'évaluation de la conformité du produit aux exigences essentielles.
Elle doit couvrir la conception, la fabrication et le fonctionnement du produit, et comporter notamment:
 - une description générale du produit,
 - des dessins de conception et de fabrication, ainsi que des schémas des composants, sous-ensembles, circuits, etc.,
 - les descriptions et explications nécessaires à la compréhension des dessins et schémas susmentionnés et du fonctionnement du produit,
 - une liste des normes visées à l'article 5, appliquées entièrement ou en partie, ainsi qu'une description et explication des solutions adoptées pour satisfaire aux exigences essentielles de la directive lorsque les normes visées à l'article 5 n'ont pas été appliquées ou n'existent pas,
 - les résultats des calculs de conception, des contrôles effectués, etc.,
 - les rapports d'essais.
5. Le fabricant ou son mandataire conserve, avec la documentation technique, un exemplaire de la déclaration de conformité.
6. Le fabricant prend toutes les mesures nécessaires pour que le procédé de fabrication assure la conformité des produits manufacturés à la documentation technique visée au point 2, et aux exigences de la présente directive qui leur sont applicables.

*

ANNEXE III

**PROCEDURE D'EVALUATION DE LA CONFORMITE
VISEE A L'ARTICLE 10, PARAGRAPHE 4***(Contrôle interne de la fabrication plus essais spécifiques de l'appareil)*

La présente annexe comprend l'annexe II complétée par les exigences supplémentaires suivantes:

Pour chaque type d'appareil, toutes les séries d'essais radio essentielles doivent être effectuées par le fabricant ou pour le compte de celui-ci. Le choix des séries d'essais jugées essentielles relève de la responsabilité d'un organisme notifié choisi par le fabricant, sauf si elles sont définies dans des normes harmonisées. L'organisme notifié tient dûment compte des précédentes décisions rendues par des organismes notifiés agissant de concert.

Le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté ou la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil déclare que les essais ont été effectués et que l'appareil est conforme aux exigences essentielles et il appose le numéro d'identification de l'organisme notifié au cours du processus de fabrication.

*

ANNEXE IV

**PROCEDURE D'EVALUATION DE LA CONFORMITE
VISEE A L'ARTICLE 10, PARAGRAPHE 5***(Dossier de construction technique)*

La présente annexe comprend l'annexe III complétée par les exigences supplémentaires suivantes:

La documentation technique décrite au point 4 de l'annexe II et la déclaration de conformité aux séries d'essais radio spécifiques visée à l'annexe III constituent un dossier de construction technique.

Le fabricant, son mandataire établi dans la Communauté ou la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil, soumet le dossier à un ou plusieurs organismes notifiés; chacun de ces organismes doit être informé des autres organismes auxquels le dossier a été soumis.

L'organisme notifié examine le dossier et, s'il apparaît que le respect des exigences de la directive n'est pas suffisamment établi, il peut adresser un avis au fabricant, ou à son mandataire ou à la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil, et il informe en conséquence les autres organismes notifiés auxquels le dossier a été soumis. Cet avis est donné dans un délai de quatre semaines à compter de la réception du dossier par l'organisme notifié. A la réception de cet avis, ou au terme de la période de quatre semaines, l'appareil peut être mis sur le marché, sans préjudice des dispositions de l'article 6, paragraphe 4, et de l'article 9, paragraphe 5.

Le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté ou la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil tient le dossier à la disposition des autorités nationales de tout Etat membre à des fins d'inspection pendant une durée d'au moins dix ans à compter de la dernière date de fabrication de l'appareil.

*

ANNEXE V

**PROCEDURE D'EVALUATION DE LA CONFORMITE
VISEE A L'ARTICLE 10
ASSURANCE QUALITE COMPLETE**

1. L'assurance qualité complète est la procédure par laquelle le fabricant qui remplit les obligations du point 2 assure et déclare que les produits considérés satisfont aux exigences de la directive qui leur sont applicables. Le fabricant appose les marquages prévus à l'article 12, paragraphe 1, sur chaque produit et établit une déclaration écrite de conformité.
2. Le fabricant met en oeuvre un système de qualité approuvé pour la conception, la fabrication et l'inspection finale des produits et les essais comme spécifié au point 3, et il est soumis à la surveillance visée au point 4.
3. Système de qualité
 - 3.1. Le fabricant soumet une demande d'évaluation de son système de qualité auprès d'un organisme notifié.

Cette demande comprend:

 - toutes les informations appropriées pour les produits envisagés,
 - la documentation sur le système de qualité.
 - 3.2. Le système de qualité doit assurer la conformité des produits aux exigences de la directive qui leur sont applicables. Tous les éléments, exigences et dispositions adoptés par le fabricant doivent figurer dans une documentation tenue de manière systématique et rationnelle sous la forme de mesures, de procédures et d'instructions écrites. Cette documentation sur le système de qualité permet une interprétation uniforme des mesures et des procédures de qualité telles que programmes, plans, manuels et dossiers de qualité.

Elle comprend en particulier une description adéquate:

 - des objectifs de qualité, de l'organigramme, des responsabilités des cadres et de leurs pouvoirs en matière de qualité de la conception et des produits,
 - des spécifications techniques, y compris les normes harmonisées, les réglementations techniques et les spécifications d'essai pertinentes qui seront appliquées et, lorsque les normes visées à l'article 5, paragraphe 1, ne sont pas appliquées entièrement, des moyens qui seront utilisés pour que les exigences essentielles de la directive qui s'appliquent aux produits soient respectées,
 - des techniques de contrôle et de vérification de la conception, des procédés et des actions systématiques qui seront utilisés lors de la conception des produits appartenant à la catégorie de produits couverte,
 - des techniques correspondantes de fabrication, de contrôle de la qualité et d'assurance de la qualité, des procédés et actions systématiques qui seront utilisés,
 - des contrôles et des essais qui seront effectués avant, pendant et après la fabrication et de la fréquence à laquelle ils auront lieu, ainsi que, le cas échéant, des résultats des essais effectués avant la fabrication,
 - des moyens permettant de s'assurer que les installations d'essais et de contrôle répondent aux exigences appropriées pour l'exécution de l'essai nécessaire,
 - des dossiers de qualité tels que les rapports d'inspection et les données d'essais et d'étalonnage, les rapports sur la qualification du personnel concerné, etc.,
 - des moyens permettant de vérifier la réalisation de la qualité requise en matière de conception et de produit, ainsi que le fonctionnement efficace du système de qualité.
 - 3.3. L'organisme notifié évalue le système de qualité pour déterminer s'il répond aux exigences visées au point 3.2. Il présume la conformité à ces exigences pour les systèmes de qualité qui mettent en oeuvre la norme harmonisée correspondante.

L'organisme notifié examine en particulier si le système de contrôle de la qualité assure la conformité des produits aux exigences de la directive à la lumière de la documentation pertinente

fournie au sujet des points 3.1 et 3.2, y compris, le cas échéant, des résultats des essais fournis par le fabricant.

L'équipe d'auditeurs comporte au moins un membre ayant acquis, en tant qu'évaluateur, l'expérience de la technologie du produit concerné. La procédure d'évaluation comporte une visite dans les locaux du fabricant. La décision est notifiée au fabricant. La notification contient les conclusions du contrôle et la décision d'évaluation motivée.

- 3.4. Le fabricant s'engage à remplir les obligations découlant du système de qualité tel qu'il est approuvé et à le maintenir de sorte qu'il demeure adéquat et efficace.

Le fabricant ou son mandataire informe l'organisme notifié qui a approuvé le système de qualité de tout projet d'adaptation de celui-ci.

L'organisme notifié évalue les modifications proposées et décide si le système de qualité modifié répondra encore aux exigences visées au point 3.2 ou si une nouvelle évaluation est nécessaire.

Il notifie sa décision au fabricant. La notification contient les conclusions du contrôle et la décision d'évaluation motivée.

4. Surveillance CE sous la responsabilité de l'organisme notifié

- 4.1. Le but de la surveillance est de s'assurer que le fabricant remplit correctement les obligations qui découlent du système de qualité approuvé.
- 4.2. Le fabricant autorise l'organisme notifié à accéder, à des fins d'inspection, aux lieux de conception, de fabrication, d'inspection, d'essais et de stockage et lui fournit toutes les informations nécessaires, en particulier:
- la documentation sur le système de qualité,
 - les dossiers de qualité prévus dans la partie du système de qualité consacrée à la conception, tels que les résultats d'analyses, des calculs, des essais, etc.,
 - les dossiers de qualité prévus par la partie du système de qualité consacrée à la fabrication, tels que les rapports d'inspection et les données d'essais, les données d'étalonnage, les rapports sur la qualification du personnel concerné, etc.
- 4.3. L'organisme notifié procède à des audits à des intervalles raisonnables, afin de s'assurer que le fabricant maintient et applique le système de qualité, et fournit un rapport d'audit au fabricant.
- 4.4. En outre, l'organisme notifié peut effectuer des visites inopinées chez le fabricant. A l'occasion de telles visites, l'organisme notifié peut effectuer ou faire effectuer des essais pour vérifier le bon fonctionnement du système de qualité, si nécessaire. Il fournit au fabricant un rapport de visite et, s'il y a eu essai, un rapport d'essai.
5. Le fabricant tient à la disposition des autorités nationales pendant une durée d'au moins dix ans à compter de la dernière date de fabrication du produit:
- la documentation visée au point 3.1, deuxième alinéa, deuxième tiret,
 - les adaptations visées au point 3.4, deuxième alinéa,
 - les décisions et rapports de l'organisme notifié visés au point 3.4, dernier alinéa, et aux points 4.3. et 4.4.
6. Chaque organisme notifié tient à la disposition des autres organismes notifiés les informations pertinentes concernant les approbations de systèmes de qualité délivrées et retirées, y compris les références au(x) produit(s) concerné(s).

ANNEXE VI

**CRITERES MINIMAUX A APPLIQUER PAR LES ETATS MEMBRES
DANS LA DESIGNATION DES ORGANISMES NOTIFIES CONFORMEMENT A
L'ARTICLE 11, PARAGRAPHE 1**

1. L'organisme notifié, son directeur et le personnel chargé d'effectuer les tâches pour lesquelles l'organisme notifié a été désigné ne peuvent être un concepteur, un fabricant, un fournisseur ou un installateur d'équipements hertziens ou d'équipements terminaux de télécommunication, ni un exploitant de réseaux ou un fournisseur de services, ni le mandataire d'aucun d'entre eux. Ils doivent être indépendants et ne peuvent participer directement à la conception, à la construction, à la commercialisation ou à l'entretien d'équipements hertziens ou d'équipements terminaux de télécommunication, ni représenter les parties engagées dans ces activités. Ces dispositions n'excluent pas la possibilité d'échanges d'informations techniques entre le fabricant et l'organisme notifié.
2. L'organisme notifié et son personnel doivent effectuer les tâches pour lesquelles l'organisme notifié a été désigné avec la plus haute intégrité professionnelle et la plus grande compétence technique; ils doivent être à l'abri de toute pression et de tout risque de corruption, notamment financière, susceptibles d'influencer leur jugement ou les résultats des inspections, notamment de la part de personnes ou de groupes de personnes intéressées par ces résultats.
3. L'organisme notifié doit disposer du personnel et des installations nécessaires pour effectuer convenablement les travaux administratifs et techniques associés aux tâches pour lesquelles il a été désigné.
4. Le personnel chargé des inspections doit:
 - avoir une bonne formation technique et professionnelle,
 - avoir une connaissance satisfaisante des exigences relatives aux essais ou inspections effectués, ainsi qu'une expérience suffisante de ces essais ou inspections,
 - être à même d'établir les certificats, registres et rapports exigés pour authentifier l'exécution des inspections.
5. L'impartialité des membres du personnel d'inspection doit être garantie. Leur rémunération ne doit pas dépendre du nombre ni des résultats des essais ou inspections effectués.
6. L'organisme notifié doit contracter une assurance de responsabilité, sauf lorsque sa responsabilité est assumée par l'Etat conformément au droit national, ou lorsque l'Etat membre lui-même est directement responsable.
7. Le personnel de l'organisme notifié est tenu au secret professionnel pour toute information obtenue dans l'exécution de ses tâches (sauf vis-à-vis des autorités administratives compétentes de l'Etat membre dans lequel il exerce ses activités) en vertu de la présente directive ou de toute disposition de droit national qui en assure la mise en oeuvre.

*

ANNEXE VII

**MARQUAGE DES EQUIPEMENTS
VISE A L'ARTICLE 12, PARAGRAPHE 1**

1. Le marquage „CE“ de conformité est constitué des initiales „CE“ selon le graphisme suivant:



En cas de réduction ou d'agrandissement du marquage „CE“, les proportions telles qu'elles ressortent du graphisme gradué figurant ci-dessus doivent être respectées.

2. La hauteur du marquage „CE“ ne peut être inférieure à 5 mm, sauf s'il est impossible de respecter cette dimension en raison de la nature de l'appareil.
3. Le marquage „CE“ est apposé sur le produit ou sur sa plaque d'identification. En outre, ce marquage est apposé sur son emballage, le cas échéant, et sur les documents d'accompagnement.
4. Le marquage CE est apposé de façon visible, lisible et indélébile.
5. L'identificateur de la catégorie d'équipements se présente sous une forme que décidera la Commission conformément à la procédure définie à l'article 14.

Le cas échéant, il comprend un élément destiné à informer l'utilisateur que l'appareil utilise des bandes de fréquences radio dont l'utilisation n'est pas harmonisée dans l'ensemble de la Communauté.

Il a la même hauteur que les initiales „CE“.

4583/01

N° 4583¹**CHAMBRE DES DEPUTES**1^e Session extraordinaire 1999

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de
télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES

(16.7.1999)

Par lettre du 16 juin 1999, référence 99.853/CLC/RB, Monsieur Robert Goebbels, Ministre de l'Energie, a soumis le projet de règlement grand-ducal sous rubrique à l'avis de la Chambre des Employés Privés.

1. Ledit projet a pour objet de transposer en droit national la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 en procédant à une révision profonde de la législation applicable aux équipements terminaux et hertziens.

Les modifications se font à deux niveaux:

- Le champ d'application du règlement sous avis est étendu de manière à couvrir les équipements hertziens et à englober les nouveaux types d'équipements inédits et les produits futurs. La mise en place d'un nouveau système permet d'identifier les nouveaux types de terminaison de réseaux avant même leur déploiement, et de déterminer en temps utile les exigences essentielles applicables aux nouveaux types de réseaux.
- En matière d'évaluation de la conformité, une nouvelle série de procédures remplace l'actuel système d'homologation. L'ensemble des procédures nouvelles se compose de mesures préventives et d'un système de surveillance a posteriori. L'introduction du principe de confiance dans les déclarations des fabricants permet la mise en place d'un ensemble de règles plus souples en matière d'exigences essentielles applicables aux différentes catégories d'équipements. Les équipements de télécommunication non conformes aux exigences essentielles en vigueur sont ainsi considérés comme défectueux.

2. La Chambre des Employés Privés marque son accord au projet de règlement grand-ducal sous avis.

Luxembourg, le 16 juillet 1999.

Pour la Chambre des Employés Privés,

Le Directeur,
Théo WILTGEN

Le Président,
Jos KRATOCHWIL

4583/02

N° 4583²**CHAMBRE DES DEPUTES**2^e Session extraordinaire 1999**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de
télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(10.9.1999)

Par sa lettre du 16 juin 1999, Monsieur le Ministre de l'Energie a bien voulu saisir la Chambre de Commerce pour avis du projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

Le présent projet de règlement grand-ducal entend établir un cadre réglementaire pour la mise sur le marché, la libre circulation et la mise en service des équipements hertziens et des équipements terminaux de télécommunications. Il a pour objet de transposer en droit national la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité.

Par rapport au cadre réglementaire actuellement en vigueur, tel qu'il apparaît dans le règlement grand-ducal du 23 avril 1997 relatif aux équipements terminaux de télécommunications et aux équipements de stations terrestres de communications par satellite, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité, le présent projet de règlement grand-ducal vise à étendre le champ d'application de manière à couvrir aussi les équipements hertziens et à englober les nouveaux types d'équipements inédits et les produits futurs.

La Chambre de Commerce se félicite de la souplesse de ce nouveau cadre réglementaire unique qui devrait faciliter de l'appliquer aux services offerts par les nouveaux exploitants de réseaux et les nouveaux points de terminaison.

Par ailleurs, elle approuve l'introduction du nouveau régime simplifié pour l'évaluation de la conformité qui remplace l'actuel système d'homologation. Selon les auteurs du projet de règlement grand-ducal, l'élément nouveau dans le régime proposé est l'application d'un système de responsabilité similaire à celui de la loi du 21 avril 1989 relative à la responsabilité civile du fait des produits défectueux. Ainsi, les dispositions proposées devraient être adaptées à l'évolution d'un marché au sein duquel les équipements de télécommunications deviendront de véritables produits de consommation.

La simplification des procédures d'évaluation de la conformité passe par une responsabilité accrue incombant au fabricant des équipements. Selon l'exposé des motifs du présent projet de règlement grand-ducal, le principe retenu consiste à prendre les procédures d'évaluation de la conformité les plus légères qui existent dans le cadre de l'approche globale en matière d'essais et de certification. En ce qui concerne les équipements hertziens, l'évaluation de la conformité repose sur les principes du contrôle interne de la fabrication.

Aux yeux de la Chambre de Commerce, cette simplification est à saluer au vu des procédures d'évaluation de la conformité actuelles fastidieuses et coûteuses.

Par ailleurs, les auteurs du projet de règlement grand-ducal ont proposé une simplification du marquage. Selon l'exposé des motifs, les équipements de télécommunications conformes porteront le marquage „CE“ uniquement lorsqu'il s'agit d'équipements non hertziens et le marquage „CE“ suivi du numéro d'un organisme notifié s'il s'agit d'équipements hertziens. La Chambre de Commerce souscrit à cette simplification supplémentaire.

Les auteurs précisent par ailleurs que le Ministère des Communications est l'autorité de surveillance, que l'Institut luxembourgeois des Télécommunications est l'autorité responsable de la gestion des fréquences et que le Service de l'Energie de l'Etat est l'autorité de contrôle comme cela est actuellement le cas dans le cadre du règlement grand-ducal du 23 avril 1997 précité.

La Chambre de Commerce constate que le texte proposé reprend pratiquement textuellement la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 précitée. En effet, les articles 1 à 14 du présent projet de règlement grand-ducal correspondent aux articles 1 à 12 ainsi qu'aux articles 18 et 20 de la directive. Les articles 13 à 17 ainsi que l'article 19 de la directive ne sont pas concernés par la transposition en droit national.

Le projet de règlement grand-ducal inclut 7 annexes qui reprennent les équipements non visés par la présente réglementation (annexe I), les différentes procédures d'évaluation de la conformité (annexes II à V), les critères minimaux à appliquer par les Etats membres dans la désignation des organismes notifiés (annexe VI) et les dispositions relatives au marquage des équipements (annexe VII).

En guise de conclusion, la Chambre de Commerce voudrait rappeler qu'elle est favorable à la directive 1999/5/CE du fait qu'elle permet d'étendre le champ d'application de la procédure de „guichet unique“ aux équipements hertziens ainsi qu'aux nouveaux types d'équipements, ainsi que la mise en place d'un régime simplifié pour l'évaluation de la conformité et pour le marquage.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce peut dès lors approuver le projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

4583/03

N° 4583³

CHAMBRE DES DEPUTES

2^e Session extraordinaire 1999

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL**

**concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de
télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL

(23.9.1999)

Par lettre en date du 16 juin 1999, vous avez fait parvenir à notre Chambre le projet de règlement grand-ducal cité sous rubrique pour avis.

Le présent règlement a pour objet de transposer en droit national la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999.

En vue de promouvoir l'harmonisation du marché européen des terminaux de télécommunications, le champ d'application du présent règlement a été étendu de manière à couvrir les équipements hertziens et à englober les nouveaux types d'équipements inédits et les produits futurs.

Par ailleurs le présent règlement établit une nouvelle série de procédures destinées à simplifier le régime pour l'évaluation de la conformité des équipements.

Finalement le règlement procède à une simplification du marquage des équipements.

Notre Chambre a l'honneur de vous informer qu'elle marque son accord au projet de règlement grand-ducal susénoncé.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération très distinguée.

Luxembourg, le 23 septembre 1999

Le Directeur,
Marcel DETAILLE

Le Président,
Henri BOSSI

4583/04

Luxembourg, le 27 octobre 1999

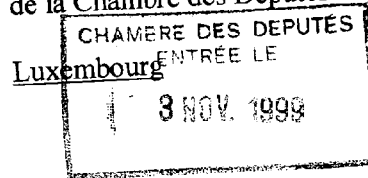
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



MINISTÈRE D'ÉTAT
LE MINISTRE AUX
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés



SCL: 827 - R 3217
Doc. parl. 4583 / 4

Objet: *Projet de règlement grand-ducal concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité.*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe l'avis du Conseil d'Etat sur le projet de règlement grand-ducal sous rubrique. Ledit projet a été soumis à la Commission de Travail de la Chambre des Députés par ma lettre du 24 juin 1999.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre aux Relations
avec le Parlement

Daniel Andrich
Conseiller de Gouvernement 1^{re} classe

Transmis en copie pour information
aux honorables membres de la Commission de Travail
Luxembourg, le 3 novembre 1999.
Le Greffier de la Chambre des Députés,

Projet de règlement grand-ducal

concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité.

Avis du Conseil d'Etat

(26 octobre 1999)

Le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a saisi le Conseil d'Etat du projet de règlement grand-ducal sous rubrique en date du 24 juin 1999. Le projet, qui a été élaboré par le ministre de l'Energie, doit transposer en droit national la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité. Un exposé des motifs-commentaire des articles se trouvait joint au projet.

Les avis de la Chambre des employés privés, de la Chambre de commerce et de la Chambre de travail furent transmis au Conseil d'Etat respectivement le 2 août, le 5 octobre et le 6 octobre 1999. L'avis de la Chambre des métiers n'a pas encore été transmis au Conseil d'Etat.

Observations générales

Le nouveau règlement grand-ducal doit remplacer le règlement grand-ducal du 23 avril 1997 relatif aux équipements terminaux de télécommunications et aux équipements de stations terrestres de communications par satellite, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité. Ce règlement avait été arrêté en invoquant l'urgence après que la transposition des directives 91/263/CEE et 93/97/CEE (consolidées par la directive 98/13/CE) s'était pendant plusieurs années heurtée principalement à des difficultés d'ordre rédactionnel (voir avis du Conseil d'Etat du 12 décembre 1995, *doc. parl. no 4038/3*). Par ailleurs, les avis des chambres professionnelles n'avaient pas été demandés, alors que cette consultation aurait dû constituer une condition essentielle de la légalité du règlement du 23 avril 1997.

Dans la suite il est rapidement devenu évident que les règles et procédures prévues tant par le règlement grand-ducal du 23 avril 1997 que par les directives communautaires précitées étaient tout à fait inadaptées aux changements dus à l'évolution rapide des nouvelles technologies, des marchés dans le secteur des télécommunications ainsi que de la législation en matière de réseaux.

Le projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat vise dès lors à transposer en droit national la directive 1999/5/CE concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité, à laquelle le Luxembourg devra se conformer au plus tard le 7

avril 2000. Cette directive abroge les directives sur lesquelles reposait le règlement grand-ducal de 1997 et elle étend le champ d'application des mesures prévues notamment à l'ensemble des équipements hertziens et à de nouveaux types d'équipements. Les nouvelles règles concernant la mise sur le marché, la libre circulation et la mise en service des équipements doivent "permettre que les investissements, la fabrication et la commercialisation se déroulent au rythme du développement de la technologie et du marché".

En somme, la nouvelle directive ainsi que le projet de règlement grand-ducal soumis à l'avis du Conseil d'Etat doivent aboutir à une dérégulation importante se situant dans la droite ligne des orientations du Conseil d'Etat en matière de politique des télécommunications. L'harmonisation des législations nationales doit désormais se limiter aux dispositions nécessaires pour faire respecter par des procédures peu compliquées les exigences essentielles concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications. Les procédures d'agrément sont définitivement remplacées par un régime plus souple basé notamment sur la confiance qui est faite aux déclarations des fabricants et aux contrôles effectués par les organismes désignés à ces fins par les Etats membres.

Alors que le règlement grand-ducal du 23 avril 1997 s'appuyait sur la seule loi sur les télécommunications, qui venait d'être adoptée, la base légale du projet sous examen, qui dépasse le cadre de cette loi, doit nécessairement être constituée par la loi modifiée du 9 août 1971 concernant notamment l'exécution des directives des C.E. L'article 28 de la loi modifiée sur les télécommunications ne concerne en effet que les équipements terminaux de télécommunications et les équipements de stations terrestres de communications par satellite destinés à être connectés à un réseau de télécommunications accessible au public.

Si le Conseil d'Etat peut dès lors approuver le choix d'une autre base légale, il estime toutefois qu'il faudra dans un proche avenir harmoniser les dispositions de l'article 28 de la loi modifiée sur les télécommunications avec celles des directives communautaires. Alors que l'article 28(2) de la loi prescrit en effet que certains équipements doivent faire l'objet d'un agrément préalable, la nouvelle directive communautaire et le projet sous examen ne comportent plus une telle obligation. Il se recommande dès lors d'éliminer cette antinomie entre le règlement basé sur le droit communautaire et la loi luxembourgeoise.

Il convient en outre de signaler que contrairement au règlement grand-ducal du 23 avril 1997, qui sera abrogé, les dispositions du titre IX (Sanctions administratives et dispositions pénales) de la loi sur les télécommunications ne s'appliqueront pas au nouveau règlement dont la base légale sera différente. Si les auteurs du projet sous examen estiment que celui-ci doit être assorti de dispositions pénales, une nouvelle disposition, pouvant s'appuyer notamment sur l'article 1^{er} de la loi modifiée du 9 août 1971, devrait être ajoutée au projet. Il sera alors indispensable de préciser les dispositions pouvant donner lieu à des infractions.

Une dernière observation générale s'impose.

Selon le projet sous examen, la plupart de ses dispositions et des obligations de la directive s'imposant à l'Etat membre devraient être exécutées notamment par le Service de l'Energie de l'Etat qui, contrairement à l'Institut Luxembourgeois des Télécommunications, n'est pas doté de la personnalité juridique. Le Conseil d'Etat rappelle à ce sujet son avis du 12 décembre 1995 dans lequel il avait déjà estimé que l'exécution des dispositions de l'ancien projet devait être attribuée au ministre compétent, qui sera soit le ministre ayant dans ses attributions la politique générale de l'énergie, soit le ministre ayant dans ses attributions les communications, et contre les décisions desquels des recours pourront être formés par les personnes concernées. Rien n'empêchera alors le ministre de demander l'avis du S.E.E. et de déléguer l'exécution de certaines tâches pratiques à ce service. Il appartient par ailleurs de toute façon au ministre compétent d'assumer la représentation de l'Etat vis-à-vis de la Commission européenne et non pas à un service d'un ministère.

Examen des articles

Les textes du projet sous examen reprenant pour l'essentiel ceux de la directive 1999/5/CE, le Conseil d'Etat peut se limiter à un nombre réduit d'observations à caractère ponctuel.

Préambule

Il convient d'abord de simplifier le texte du 1^{er} visa et de lire:

"Vu la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transport;"

Dans le texte du 2^e visa, la virgule figurant après le terme "Conseil" est à supprimer.

Le 3^e visa doit être supprimé. Le règlement auquel il renvoie ne saurait constituer une base légale du règlement sous examen. Il sera d'ailleurs abrogé dès l'entrée en vigueur du présent projet et sa légalité est plus que douteuse (voir observations générales). Il s'y ajoute que l'intitulé du règlement du 23 avril 1997 n'est pas reproduit correctement.

Quant au 4^e visa (3^e visa selon le Conseil d'Etat), il est préférable d'écrire avec une minuscule les termes "commerce", "employés", "privés", "métiers" et "travail". Si l'avis de la Chambre des métiers n'est pas émis en temps utile, il faudra insérer un visa supplémentaire rédigé comme suit:

"Vu la demande d'avis adressée à la Chambre des métiers;"

Dans le texte du dernier visa, le mot "ministre" doit s'écrire chaque fois avec une minuscule.

Article 1^{er}

Le projet de règlement sous examen ne concernant pas seulement la mise sur le marché, la libre circulation et la mise en service de certains équipements au Grand-Duché, mais dans l'ensemble de la Communauté européenne, il faut, à l'instar de la directive 1999/5/CE, insérer dans le texte du paragraphe 1 les mots "dans la Communauté européenne" à la suite du terme "service".

Quant au paragraphe 3, il faut signaler qu'il n'existe pas de règlement grand-ducal du 3 février 1998 ayant l'intitulé reproduit dans le texte de ce paragraphe. La première partie du paragraphe 3 doit dès lors être rédigée comme suit:

"3. Lorsqu'un appareil constitue un élément ou une entité technique séparée d'un véhicule au sens du règlement grand-ducal modifié du 3 février 1998 portant exécution de directives des C.E. relatives à la réception des véhicules à moteur et leurs remorques ainsi que des tracteurs agricoles et forestiers à roues, qui transpose notamment la directive 72/245/CEE concernant les parasites radioélectriques (compatibilité électromagnétique) produits par les véhicules, ..."

En ce qui concerne la deuxième partie du paragraphe 3, il faut d'abord constater qu'il n'existe pas de règlement grand-ducal du 10 février 1999 relatif à la réception des véhicules à moteurs à deux ou trois roues. Afin d'éviter les difficultés qui résultent probablement du fait que la directive 92/61/CEE, à laquelle il faut faire référence, a été transposée en droit national par plusieurs actes, il est proposé de rédiger comme suit la deuxième partie du paragraphe 3:

"..., ou un élément ou une entité technique séparée d'un véhicule au sens de l'article 1^{er} de la directive modifiée 92/61/CEE relative à la réception des véhicules à moteur à deux ou trois roues, l'appareil est régi par le présent règlement sans préjudice de l'application respectivement de la directive 72/245/CEE ou de la directive 92/61/CEE, telles qu'elles ont été transposées dans le droit luxembourgeois."

Article 2

Dans le texte du point d), il est préférable d'écrire "kilohertz" au lieu de "kHz" et "gigahertz" au lieu de "GHz". Le point k), qui ne figure d'ailleurs pas dans le texte de la directive qui est à transposer, doit être supprimé pour des raisons indiquées plus loin (voir sous article 5, paragraphe 2).

Article 3

Afin de citer correctement les intitulés des règlements auxquels il est renvoyé (condition indispensable dans le texte d'une loi ou d'un règlement), le paragraphe 1 doit être rédigé comme suit:

"1. Les exigences essentielles ci-après sont applicables à tous les appareils:

- a) la protection de la santé et de la sécurité de l'utilisateur et de toute autre personne, y compris les objectifs, en ce qui concerne les exigences de sécurité, définies par le règlement grand-ducal modifié du 27 août 1976 portant application de la directive CEE du 19 février

1973 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension, mais sans seuil inférieur de tension;

- b) les exigences de protection, en ce qui concerne la compatibilité électromagnétique, prévues par le règlement grand-ducal modifié du 21 avril 1993 concernant la compatibilité électromagnétique."

Le paragraphe 3 reprend pour l'essentiel les dispositions du paragraphe 3 de l'article 3 de la directive 1999/5/CE qui autorise la Commission européenne à définir certaines normes devant être respectées par les constructeurs de certains équipements et appareils. Comme il n'appartient pas au pouvoir exécutif luxembourgeois de conférer ou de confirmer ces compétences à la Commission, il faut considérer que dans le contexte du règlement sous examen ces dispositions sont superflues et que le paragraphe 3 est à supprimer.

Article 4

Dans le texte de cet article, il convient de respecter chaque fois l'orthographe de "l'Institut Luxembourgeois des Télécommunications" arrêté par la loi du 21 mars 1997. Cette observation vaut pour l'ensemble du texte du projet sous examen.

La représentation de l'Etat devant être assumée par le ministre compétent (voir observations générales), il convient de libeller le paragraphe 1 comme suit:

- "1. Le ministre ayant dans ses attributions les communications notifie à la Commission les interfaces réglementées, dans la mesure où lesdites interfaces n'ont pas déjà été notifiées en vertu des dispositions de la directive 98/34/CE."

La première phrase du paragraphe 2 est à libeller comme suit:

- "2. Le ministre ayant dans ses attributions les communications notifie à la Commission les types d'interfaces qui sont offerts par les exploitants de réseaux publics de télécommunications."

Article 5

Le paragraphe 2 définit une obligation qui s'impose directement à l'Etat en vertu du paragraphe 2 de l'article 5 de la directive 1999/5/CE. Elle ne doit dès lors pas faire l'objet d'une disposition réglementaire luxembourgeoise. Le paragraphe 2 est dès lors à supprimer.

Article 6

Dans le texte du paragraphe 1, les termes "Le Service de l'Energie de l'Etat" sont à remplacer par la désignation du ministre compétent. L'arrêté grand-ducal du 11 août 1999 portant constitution des ministères ne prévoyant pas un ministère de l'énergie, la formule pourrait p.ex. être chaque fois la suivante: "le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat". La même observation vaut pour le paragraphe 2.

Dans le texte du paragraphe 3, les termes "l'Institut Luxembourgeois des Télécommunications" sont à remplacer par les mots "le ministre ayant dans ses attributions les communications". Contrairement à l'affirmation des auteurs de l'exposé des motifs qui estiment que l'I.L.T. est "l'autorité responsable de la gestion des fréquences", le Conseil d'Etat rappelle qu'en fait le ministre compétent est chargé de la gestion du spectre des fréquences (art. 29(1) de la loi sur les télécommunications) et que cette compétence ne peut pas être déléguée à l'Institut (voir notamment l'avis n° 43.900 du Conseil d'Etat du 18 décembre 1998 sur le projet de règlement grand-ducal déterminant les attributions ou réattributions de parties du spectre des fréquences à des services spécifiques et fixant les conditions d'utilisation de parties du spectre des fréquences.)

Les termes "son marché national", qui figurent *in fine* du paragraphe 3, doivent être remplacés par la partie de phrase "sur le marché luxembourgeois".

Article 7

Dans l'ensemble du texte de cet article, les termes "le Service de l'Energie de l'Etat" sont chaque fois à remplacer par la désignation du ministre compétent, qui peut bien entendu charger le S.E.E. de certaines tâches techniques.

Il est évident que pour limiter la mise en service d'équipements hertziens, le ministre compétent devra en principe se référer au droit communautaire transposé en droit national. Il convient dès lors de remplacer les termes "au droit communautaire" (paragraphe 2) par les mots "à la législation en vigueur".

La dernière phrase du paragraphe 4 est à supprimer. Il est évident que cette disposition devrait rester sans effet aussi longtemps que les "mesures appropriées" ne seraient pas autrement définies.

Article 8

Dans l'ensemble de cet article, les termes "le Service de l'Energie de l'Etat" sont à remplacer par la désignation du ministre compétent.

Dans le texte du paragraphe 1, il faut supprimer les termes "sur leur territoire", qui ont été copiés dans le texte de la directive où ils se rapportent aux "Etats membres". Il est par ailleurs évident que les autorités luxembourgeoises ne peuvent entraver, le cas échéant, la mise sur le marché et la mise en service d'appareils que sur le territoire luxembourgeois.

Dans le texte de la 2^e phrase du paragraphe 3, les mots "l'une" sont à remplacer par le terme "un".

Article 9

Dans l'ensemble de cet article, les termes "le Service de l'Energie de l'Etat" sont à remplacer par la désignation du ministre compétent.

Dans le texte du paragraphe 1, l'expression "celle-ci" est à remplacer par les mots "celui-ci" et les termes "sur son territoire" sont à supprimer. Dans le texte du paragraphe 3 a), le mot "traité" est à remplacer par les termes "traité instituant la Communauté européenne". La même observation vaut pour le paragraphe 3 de l'article 13. Dans le texte de l'alinéa (i), les mots "son marché" sont à remplacer par les termes "le marché luxembourgeois" et à l'alinéa (ii) les termes "de son marché" sont à remplacer par les mots "du marché luxembourgeois".

Article 10

Dans le texte du paragraphe 2, les intitulés des règlements grand-ducaux auxquels ce texte renvoie doivent être cités correctement (voir observations concernant le paragraphe 1 de l'article 3).

Un organisme de l'Etat luxembourgeois devant accepter toute correspondance rédigée dans une langue officielle du Grand-Duché, le paragraphe 6 doit être rédigé comme suit:

"Les registres et la correspondance relatifs aux procédures d'évaluation de la conformité visées aux paragraphes 2 à 5 doivent être rédigés dans une langue officielle du Grand-Duché ou dans une langue acceptée par l'organisme notifié concerné."

Article 11

L'arrêté grand-ducal du 11 août 1999 ne prévoyant plus la constitution d'un ministère des communications, les mots "Ministre des Communications" doivent chaque fois (paragraphes 1 et 2) être remplacés par les mots "ministre ayant dans ses attributions les communications".

Article 12

Dans le texte du paragraphe 3, les termes "le Service de l'Energie de l'Etat" sont à remplacer par la désignation du ministre compétent.

Article 13

Dans le texte de l'ensemble de cet article, les termes "Le Service de l'Energie de l'Etat" sont chaque fois à remplacer par la désignation du ministre compétent.

Dans le texte du paragraphe 1, les intitulés des trois règlements grand-ducaux auxquels il est renvoyé doivent être cités correctement et les mots "dont les références ont été publiées au Mémorial" sont chaque fois à supprimer. Il est en effet évident que tout règlement grand-ducal est publié au Mémorial.

Dans le texte du paragraphe 2, l'intitulé du règlement grand-ducal du 23 avril 1997 doit être reproduit correctement. Il est toutefois rappelé que la légalité de ce règlement est plus que douteuse en raison de la non-consultation des

chambres professionnelles (voir plus haut). Par ailleurs, le paragraphe 1 de l'article 14 du projet sous examen vise à abroger le règlement du 23 avril 1997 à partir du 7 avril 2000.

In fine du 1^{er} alinéa du paragraphe 3, il faut ajouter les mots "sur le service universel de télécommunications".

Article 14

Dans le texte du paragraphe 1, la partie de phrase "à partir du 7 avril 2000" est superfétatoire et doit être supprimée si la proposition du Conseil d'Etat concernant la mise en vigueur du règlement sous examen est acceptée.

Dans le texte du paragraphe 2, il se recommande d'ajouter chaque fois le mot "précité" à la suite de l'indication de l'année 1993. Dans le texte de la première partie du paragraphe 3, l'intitulé du règlement grand-ducal modifié du 27 août 1976 doit être cité correctement.

Article 15

Cet article doit être modifié pour tenir compte des arrêtés grand-ducaux relatifs à la formation du nouveau gouvernement et la constitution des ministères.

- 0 -

Il est proposé d'ajouter au projet une disposition concernant l'entrée en vigueur du projet sous examen. Conformément au paragraphe 1 de l'article 19 de la directive 1999/5/CE, cette disposition pourrait être rédigée comme suit:

"Le présent règlement entre en vigueur le 8 avril 2000."

Le Conseil d'Etat rappelle enfin ses observations concernant l'ajout éventuel de dispositions pénales (voir observations générales).

Annexe I

Le Conseil d'Etat ayant émis, lors de sa séance plénière du 12 octobre 1999, un avis concernant le projet de règlement grand-ducal relatif aux équipements marins, il est probable que ce règlement sera arrêté avant le projet de règlement grand-ducal sous examen. Dans ce cas, le paragraphe 2 pourrait être remplacé par un renvoi au règlement grand-ducal relatif aux équipements marins.

Le paragraphe 6 est à remplacer par le texte suivant:

"6. Equipements et systèmes pour la gestion du trafic aérien au sens de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 11 mars 1999 portant exécution des directives du Conseil et de la Commission de l'Union européenne relatives à la définition et à l'utilisation de spécifications techniques compatibles pour l'acquisition d'équipements et de systèmes pour la gestion du trafic aérien."

Annexes II à VII

Sans observation.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat approuve le projet de règlement grand-ducal qui a été soumis à son avis.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 26 octobre 1999.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Paul Beghin

4583/05

N° 4583⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1999-2000

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL**

concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de
télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche du Ministre de l'Economie au Ministre aux Relations avec le Parlement (3.12.1999).....	1
2) Texte coordonné du projet de règlement grand-ducal.....	2

*

**DEPECHE DU MINISTRE DE L'ECONOMIE
AU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT**

(3.12.1999)

Monsieur le Ministre,

Le projet de règlement grand-ducal susmentionné vise à transposer en droit national la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité.

Au vu des avis des chambres professionnelles et du Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, à l'attention de la Commission de Travail de la Chambre des Députés, le texte coordonné ci-joint relatif au projet de règlement grand-ducal dont question.

Le texte coordonné tient compte de toutes les observations formulées par le Conseil d'Etat. Par ailleurs, il contient des modifications supplémentaires, à caractère ponctuel, commentées ci-après:

- *Préambule*

Le 9^e visa a été modifié en tenant compte des arrêtés grand-ducaux relatifs à la formation du nouveau Gouvernement et la constitution des ministères.

- *Article 1er*

Dans le texte du point 2. b), le mot „modifié“ a été ajouté après „règlement grand-ducal“ pour tenir compte des règlements grand-ducaux du 3 novembre 1994 et du 11 août 1996 modifiant le règlement grand-ducal du 5 février 1993.

Dans le texte du point 3., le mot „modifié“ a été ajouté après „règlement grand-ducal“ pour tenir compte du règlement grand-ducal du 13 novembre 1998 complétant le règlement grand-ducal du 3 février 1998.

- *Article 15 (nouveau)*

Pour répondre à la suggestion du Conseil d'Etat concernant l'ajout de dispositions pénales, un article 15 nouveau est introduit, qui propose une telle disposition s'appuyant sur l'article 1er de la loi modifiée du 9 août 1971.

• *Annexe 1*

Comme le projet de règlement grand-ducal relatif aux équipements marins n'est pas encore arrêté, un renvoi à ce règlement n'est pas encore possible.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Henri GRETHEN

*

TEXTE COORDONNE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi **modifiée** du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports ~~elle a été complétée par la loi du 8 décembre 1980;~~

Vu la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité;

~~Vu le règlement grand-ducal du 23 avril 1997 relatif aux équipements terminaux de télécommunications et aux équipements terrestres de communications par satellite, incluant la reconnaissance mutuelle;~~

Vu les avis de la Chambre de commerce, de la Chambre des employés privés, ~~de la Chambre des métiers~~ et de la Chambre de travail;

Vu la demande d'avis adressée à la Chambre des métiers;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Commission de travail de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre **ministre de l'Energie l'Economie** et de Notre **ministre des Communications d'Etat** et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Chapitre Ier

Art. 1er.- Champ d'application et objectif

1. Le présent règlement établit un cadre réglementaire pour la mise sur le marché, la libre circulation et la mise en service **dans la Communauté européenne** des équipements hertziens et des équipements terminaux de télécommunications.

2. Lorsqu'un appareil au sens de l'article 2, point a), comprend, comme partie intégrante ou comme accessoire:

a) un dispositif médical au sens de l'article 1er du règlement grand-ducal du 11 août 1996 relatif aux dispositifs médicaux;

ou

b) un dispositif médical implantable actif au sens de l'article 1er du règlement grand-ducal **modifié** du 5 février 1993 relatif aux dispositifs médicaux implantables actifs, l'appareil est régi par le présent règlement sans préjudice de l'application des règlements grand-ducaux précités.

3. Lorsqu'un appareil constitue un élément ou une entité technique séparée d'un véhicule au sens du règlement grand-ducal **modifié** du 3 février 1998 portant exécution **de directives des C.E. relatives de la directive 72/245/CEE du Conseil concernant les parasites radioélectriques (compatibilité électromagnétique) produits par les véhicules, ou un élément ou une entité technique séparée d'un véhicule au sens du règlement grand-ducal du 10 février 1999 relatif à la réception des véhicules à moteur et leurs remorques ainsi que des tracteurs agricoles et forestiers à roues, qui transpose notamment la directive 72/245/CEE concernant les parasites radioélectriques (compatibilité électromagnétique) produits par les véhicules, ou un élément ou une entité technique séparée d'un véhicule au sens de l'article 1er de la directive modifiée 92/61/CEE relative à la réception des véhicules à moteur à deux ou trois roues, l'appareil est régi par le présent règlement sans préjudice de l'application respectivement de la directive 72/245/CEE ou de la directive 92/61/CEE, telles qu'elles ont été transposées dans le droit luxembourgeois. à deux ou trois roues, l'appareil est régi par le présent règlement sans préjudice de l'application respectivement du règlement grand-ducal du 3 février 1998 ou du règlement grand-ducal du 10 février 1999.**

4. Le présent règlement ne s'applique pas aux équipements énumérés à l'annexe I.

5. Le présent règlement ne s'applique pas aux appareils utilisés exclusivement dans des activités ayant trait à la sécurité publique, la défense, la sécurité de l'Etat (y compris le bien-être économique de l'Etat lorsque les activités ont trait à la sécurité de l'Etat) ou aux activités de l'Etat dans le domaine du droit pénal.

Art. 2.- Définitions

Aux fins du présent règlement, on entend par:

- a) „appareil“, tout équipement qui est, soit un „équipement hertzien“, soit un „équipement terminal de télécommunications“, soit les deux;
- b) „équipement terminal de télécommunications“, un produit permettant la communication, ou un composant pertinent d'un produit, destiné à être connecté directement ou indirectement par un quelconque moyen à des interfaces de réseaux publics de télécommunications (à savoir des réseaux de télécommunications servant entièrement ou en partie à la fourniture de services de télécommunications accessibles au public);
- c) „équipement hertzien“, un produit, ou un composant pertinent d'un produit, qui permet de communiquer par l'émission et/ou la réception d'ondes hertziennes en utilisant le spectre attribué aux communications radio terrestres ou spatiales;
- d) „ondes hertziennes“, des ondes électromagnétiques dont les fréquences sont situées entre **9 kHz kilohertz** et **3.000 GHz gigahertz** et qui se propagent dans l'espace sans guide artificiel;
- e) „interface“,
 - (i) un point de terminaison d'un réseau, c'est-à-dire un point de raccordement physique par lequel les usagers obtiennent l'accès à un réseau public de télécommunications, et/ou
 - (ii) une interface radio, précisant le trajet radioélectrique entre les équipements hertziens, et leurs spécifications techniques.
- f) „catégorie d'équipements“, une catégorie désignant certains types d'appareils considérés comme semblables en vertu du présent règlement et les interfaces auxquelles les appareils sont destinés. Les appareils peuvent appartenir à plusieurs catégories d'équipements;
- g) „dossier technique de construction“, un dossier décrivant l'appareil et donnant des informations et des explications quant à la façon dont les exigences essentielles applicables ont été observées;
- h) „norme harmonisée“, une spécification technique adoptée par un organisme de normalisation agréé dans le cadre d'un mandat délivré par la Commission européenne, et dépourvue de caractère obligatoire;
- i) „perturbation“, toute interférence qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'autres services de sécurité ou qui porte gravement atteinte ou fait obstruction à un service de radiocommunications fonctionnant conformément à la réglementation communautaire ou nationale applicable, ou qui interrompt un tel service de manière répétée;

- j) „Commission“, la Commission européenne;
- k) ~~„comité“, le comité pour l'évaluation de la conformité et la surveillance du marché des télécommunications (TCAM) composé de représentants des Etats membres et présidé par un représentant de la Commission;~~

Art. 3.– Exigences essentielles

1. Les exigences essentielles ci-après sont applicables à tous les appareils:

- a) la protection de la santé et de la sécurité de l'utilisateur et de toute autre personne, y compris les objectifs, en ce qui concerne les exigences de sécurité, ~~définies par figurant dans~~ le règlement grand-ducal **modifié** du 27 août 1976 **portant application de la directive CEE du 19 février 1973 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au concernant** le matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension, mais sans seuil inférieur de tension;
- b) les exigences de protection, en ce qui concerne la compatibilité électromagnétique, **prévues par figurant dans** le règlement grand-ducal **modifié** du 21 avril 1993 concernant la compatibilité électromagnétique;

2. Les équipements hertziens sont en outre construits de telle sorte qu'ils utilisent efficacement le spectre attribué aux communications radio terrestres/ou spatiales ainsi que les ressources orbitales pour éviter les interférences dommageables.

3. ~~La Commission peut décider que les appareils relevant de certaines catégories d'équipements ou certains types d'appareils sont construits de sorte:~~

- a) ~~qu'ils interfonctionnent au travers des réseaux avec les autres appareils et qu'ils puissent être raccordés à des interfaces du type approprié dans l'ensemble de la Communauté; et/ou~~
- b) ~~qu'ils ne portent pas atteinte au réseau ou à son fonctionnement ni ne fassent une mauvaise utilisation des ressources du réseau, provoquant ainsi une détérioration inacceptable du service; et/ou~~
- e) ~~qu'ils comportent des sauvegardes afin d'assurer la protection des données à caractère personnel et de la vie privée des utilisateurs et des abonnés; et/ou~~
- d) ~~qu'ils soient compatibles avec certaines fonctionnalités empêchant la fraude; et/ou~~
- e) ~~qu'ils soient compatibles avec certaines caractéristiques assurant l'accès aux services d'urgence; et/ou~~
- f) ~~que certaines catégories d'appareils soient compatibles avec certaines caractéristiques pour faciliter leur utilisation par les personnes handicapées.~~

Art. 4.– Notification et publication des spécifications des interfaces

1. ~~L'Institut Luxembourgeois des Télécommunications~~ **Le ministre ayant dans ses attributions les communications** notifie à la Commission les interfaces qu'il a réglementées, dans la mesure où lesdites interfaces n'ont pas été notifiées en vertu des dispositions de la directive 98/34/CE ~~en voie de transposition.~~

2. ~~L'Institut Luxembourgeois des Télécommunications~~ **Le ministre ayant dans ses attributions les communications** notifie à la Commission les types d'interfaces qui sont offerts par les exploitants de réseaux publics de télécommunications. L'Institut Luxembourgeois des Télécommunications veille à ce que ces exploitants publient des spécifications techniques régulièrement mises à jour, précises et suffisantes de ces interfaces avant de rendre les services accessibles au public par ces interfaces. Les spécifications sont suffisamment détaillées pour permettre la conception des équipements terminaux de télécommunications capables d'utiliser tous les services fournis par l'interface correspondante. Les spécifications comprennent, entre autres, toutes les informations nécessaires pour permettre aux fabricants de réaliser, s'ils le désirent, les essais pertinents pour les exigences essentielles applicables aux équipements terminaux de télécommunications. L'Institut Luxembourgeois des Télécommunications veille à ce que ces spécifications soient rendues aisément accessibles par les exploitants.

Art. 5.– Normes harmonisées

Lorsqu'un appareil est conforme aux normes harmonisées pertinentes ou à certaines parties de celles-ci, dont les numéros de référence ont été publiés au Mémorial, le Service de l'Énergie de l'État présume que les exigences essentielles visées à l'article 3 et couvertes par ces normes harmonisées ou certaines parties de celles-ci sont respectées.

~~2. Lorsque le Service de l'Énergie de l'État estime que la conformité à une norme harmonisée ne garantit pas le respect des exigences essentielles visées à l'article 3 que cette norme est censée couvrir, le Service de l'Énergie de l'État saisit le comité.~~

Art. 6.– Mise sur le marché

~~1. Le Service de l'Énergie de l'État~~ **Le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Énergie de l'État** veille à ce que les appareils ne soient mis sur le marché qu'à condition d'être conformes aux exigences essentielles appropriées visées à l'article 3 et aux autres dispositions pertinentes du présent règlement lorsqu'ils sont installés et entretenus de façon appropriée et qu'ils sont utilisés conformément à leur destination. Ils ne sont pas soumis à d'autres exigences quant à la mise sur le marché.

~~2. Le Service de l'Énergie de l'État~~ **Le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Énergie de l'État** veille à ce que le fabricant ou la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil fournisse à l'utilisateur des informations sur l'usage auquel l'appareil est destiné, accompagnées de la déclaration de conformité aux exigences essentielles. Lorsqu'il s'agit d'équipements hertziens, ces informations sont suffisantes pour permettre d'identifier sur l'emballage et la notice d'utilisation de l'appareil les États membres ou la zone géographique à l'intérieur d'un État membre dans lesquels l'équipement est destiné à être utilisé, et il alerte l'utilisateur grâce au marquage apposé sur l'appareil et visé à l'annexe VII, point 5, sur la possibilité que l'utilisation de l'équipement hertzien soit soumise dans certains États membres à des restrictions ou à des exigences en vue de l'autoriser. Lorsqu'il s'agit d'équipements terminaux de télécommunications, ces informations sont suffisantes pour permettre d'identifier les interfaces des réseaux publics de télécommunications auxquelles les équipements sont destinés à être raccordés. Pour tous les appareils, ces informations sont mises en évidence.

~~3. Dans le cas d'équipements hertziens utilisant des bandes de fréquences dont l'utilisation n'est pas harmonisée dans l'ensemble de la Communauté, le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté ou la personne responsable de la mise sur le marché des équipements informe l'Institut Luxembourgeois des Télécommunications~~ **le ministre ayant dans ses attributions les communications de son intention de commercialiser ces équipements sur son le marché luxembourgeois national.**

La notification est faite au moins quatre semaines avant le début de la mise sur le marché et comprend des informations sur les caractéristiques hertziennes des équipements (en particulier, bandes de fréquences, espacement des canaux, type de modulation et puissance RF) et le numéro d'identification de l'organisme notifié visé aux annexes IV et V.

Art. 7.– Mise en service et droit de connexion

~~1. Le Service de l'Énergie de l'État~~ **Le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Énergie de l'État** autorise la mise en service des appareils conformément à l'usage auquel ils sont destinés lorsqu'ils sont conformes aux exigences essentielles appropriées visées à l'article 3 et aux autres dispositions pertinentes du présent règlement.

~~2. Nonobstant le paragraphe 1, et sans préjudice des conditions attachées aux autorisations pour la fourniture du service concerné conformément au droit communautaire à la législation en vigueur, le Service de l'Énergie de l'État~~ **le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Énergie de l'État** ne peut limiter la mise en service d'équipements hertziens que pour des raisons liées à l'utilisation efficace et appropriée du spectre radio, à la nécessité d'éviter des interférences dommageables, ou à des questions liées à la santé publique.

~~3. Sans préjudice du paragraphe 4, le Service de l'Énergie de l'État~~ **le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Énergie de l'État** veille à ce que les exploitants de réseaux publics de télécommunications ne refusent pas la connexion des équipements terminaux de télécommunications

aux interfaces appropriées pour des raisons techniques lorsque ces équipements sont conformes aux exigences applicables de l'article 3.

4. Lorsque le ~~Service de l'Energie de l'Etat~~ **le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat** estime qu'un appareil, déclaré conforme au présent règlement, occasionne un dommage grave à un réseau ou des perturbations radioélectriques, ou une atteinte au réseau ou à son fonctionnement, l'exploitant peut être autorisé à refuser la connexion d'un tel appareil, à le déconnecter ou à le retirer du service. ~~Le Service de l'Energie de l'Etat~~ **Le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat** notifie chaque autorisation de ce type à la Commission. ~~Le Service de l'Energie de l'Etat peut aussi prendre d'autres mesures appropriées.~~

5. En cas d'urgence, l'exploitant peut déconnecter un appareil si la protection du réseau exige que l'équipement soit déconnecté sans délai, et si une solution de rechange peut être offerte à l'utilisateur sans délai et sans frais pour ce dernier. L'exploitant en informe immédiatement ~~le Service de l'Energie de l'Etat~~ **le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat**.

Art. 8.– Libre circulation des appareils

1. ~~Le Service de l'Energie de l'Etat~~ **le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat** n'interdit pas, ne limite pas ou n'entrave pas la mise sur le marché et la mise en service ~~sur leur territoire~~ d'appareils portant le marquage CE visé à l'annexe VII, qui prouve leur conformité avec toutes les dispositions du présent règlement, y compris les procédures d'évaluation de la conformité définies au chapitre II, et cela sans préjudice des dispositions de l'article 6, paragraphe 4, de l'article 7, paragraphe 2, et de l'article 9, paragraphe 5.

2. Lors des foires commerciales, expositions, démonstrations, etc., ~~le Service de l'Energie de l'Etat~~ **le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat** ne crée pas d'obstacle à la présentation d'appareils qui ne sont pas conformes au présent règlement, à condition qu'un signe visible indique clairement que ces appareils ne peuvent être commercialisés ou mis en service avant d'avoir été rendus conformes.

3. Lorsque l'appareil est soumis à d'autres règlements concernant d'autres aspects et qui prévoient également l'apposition du marquage CE, ce dernier indique que cet appareil satisfait également aux dispositions des autres règlements. Toutefois, si ~~l'un~~ **un** ou plusieurs de ces règlements permettent au fabricant, pendant une période transitoire, de choisir le régime qu'il applique, le marquage CE indique que l'appareil satisfait seulement aux dispositions des règlements transposant les directives appliquées par le fabricant. Dans ce cas, les références de ces directives, telles que publiées au Journal officiel des Communautés européennes, doivent figurer dans les documents, notices ou instructions requis par ces directives et accompagnant ces produits.

Art. 9.– Sauvegardes

1. Lorsque ~~le Service de l'Energie de l'Etat~~ **le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat** constate qu'un appareil relevant du champ d'application du présent règlement n'est pas conforme aux exigences de ~~celle-ci~~ **celui-ci**, il prend toutes les mesures utiles ~~sur son territoire~~ pour retirer l'appareil du marché ou du service, en interdisant la mise sur le marché ou la mise en service ou en restreindre la liberté de circulation.

Dans ce cas de non-conformité, les frais de contrôle et d'essais du ~~Service de l'Energie de l'Etat~~ seront à charge du constructeur ou, à défaut, de l'importateur ou, à défaut, de celui qui a mis l'appareil sur le marché.

2. ~~Le Service de l'Energie de l'Etat~~ **le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat** notifie immédiatement à la Commission toute mesure prise à cet égard en la motivant et en indiquant si la non-conformité est due:

- a) à une application inadéquate des normes harmonisées visées à l'article 5, paragraphe 1;
- b) aux insuffisances des normes harmonisées visées à l'article 5, paragraphe 1;
- c) à la non-conformité aux exigences visées à l'article 3, lorsque l'appareil ne satisfait pas aux normes harmonisées visées à l'article 5, paragraphe 1.

3. a) Nonobstant les dispositions de l'article 6, ~~le Service de l'Energie de l'Etat~~ **ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat** peut, dans le respect des dispositions du traité **instituant la Communauté européenne** et notamment de ses articles 30 et 36, arrêter toute mesure appropriée en vue:
- (i) d'interdire ou de restreindre la mise sur ~~son~~ **le marché luxembourgeois**,
et/ou
 - (ii) d'exiger le retrait de ~~son~~ **du marché luxembourgeois** d'équipements hertziens, y compris de types d'équipements hertziens, qui ont provoqué, ou dont il estime raisonnablement qu'ils vont provoquer des interférences dommageables, y compris des interférences avec des services existants ou prévus sur les bandes de fréquences attribuées au niveau national.
- b) Lorsque le ~~Service de l'Energie de l'Etat~~ **ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat** prend des mesures conformément au point a), il en informe immédiatement la Commission en indiquant les raisons qui l'ont incité à le faire.

Chapitre II

Art. 10.– *Procédures d'évaluation de la conformité*

1. Les procédures d'évaluation de la conformité visées dans le présent article sont utilisées pour établir la conformité des appareils à toutes les exigences essentielles pertinentes visées à l'article 3.

2. Au choix du fabricant, la conformité des appareils aux exigences essentielles visées à l'article 3, paragraphe 1, points a) et b), peut être démontrée en utilisant les procédures spécifiées respectivement dans le règlement grand-ducal **modifié** du 27 août 1976 **portant application de la directive CEE du 19 février 1973 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension et le règlement grand-ducal modifié** du 21 avril 1993 concernant la compatibilité électromagnétique lorsque les appareils relèvent de ces règlements, en lieu et place des procédures décrites ci-après.

3. Les équipements terminaux de télécommunications qui n'utilisent pas le spectre attribué aux communications radio terrestres/spatiales ou les éléments récepteurs d'équipements hertziens sont soumis, au choix du fabricant, aux procédures décrites à l'annexe II, à celles de l'annexe IV ou à celles de l'annexe V.

4. Lorsqu'un fabricant a appliqué les normes harmonisées visées à l'article 5, paragraphe 1, les équipements hertziens qui ne relèvent pas du paragraphe 3 sont soumis, au choix du fabricant, aux procédures visées à l'annexe III, à l'annexe IV ou à l'annexe V.

5. Lorsqu'un fabricant n'a pas appliqué les normes harmonisées visées à l'article 5, paragraphe 1, ou ne les a appliquées que partiellement, les équipements hertziens qui ne relèvent pas du paragraphe 3 du présent article sont soumis, au choix du fabricant, aux procédures visées à l'annexe IV ou à l'annexe V.

6. Les registres et la correspondance relatifs aux procédures d'évaluation de la conformité visées aux paragraphes 2 à 5 ~~sont~~ **doivent être** rédigés dans une langue **officielle du Grand-Duché ou dans une langue** acceptée par l'organisme notifié concerné.

Art. 11.– *Organismes notifiés et autorités de surveillance*

1. Le ~~ministre des Communications~~ **ayant dans ses attributions les communications** notifie à la Commission les organismes qu'il a désignés pour effectuer les tâches pertinentes visées à l'article 10. Il détermine les organismes à désigner en appliquant les critères définis à l'annexe VI.

2. Le ~~Ministre des Communications~~ **ayant dans ses attributions les communications** notifie à la Commission les autorités qui effectuent les tâches de surveillance liées à la mise en oeuvre du présent règlement.

Chapitre III

Art. 12.– Marquage „CE“

1. Les appareils conformes à toutes les exigences essentielles applicables portent le marquage „CE“ de conformité prévu à l'annexe VII. Ce marquage est apposé sous la responsabilité du fabricant, de son mandataire établi dans la Communauté ou de la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil.

En cas d'application des procédures visées à l'annexe III, à l'annexe IV ou à l'annexe V, le marquage est accompagné du numéro d'identification de l'organisme notifié visé à l'article 11, paragraphe 1. Les équipements hertziens sont en outre accompagnés, le cas échéant, de l'identificateur de la catégorie d'équipements lorsqu'un tel identificateur a été attribué. Tout autre marquage peut être apposé, à condition de ne pas réduire la visibilité et la lisibilité du marquage „CE“.

2. Qu'ils soient conformes ou non aux exigences essentielles applicables, les appareils ne peuvent porter aucun marquage susceptible de tromper les tiers sur la signification et le graphisme du marquage „CE“ représenté à l'annexe VII.

3. **Le Service de l'Energie de l'Etat ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat** prend les mesures adéquates à l'encontre de toute personne ayant apposé un marquage non conforme aux paragraphes 1 et 2. S'il n'est pas possible d'identifier la personne qui a apposé ce marquage, les mesures appropriées peuvent être prises à l'encontre du détenteur de l'appareil au moment où la non-conformité a été découverte.

4. Les appareils sont identifiés par le fabricant sur la base du type, du lot et/ou des numéros de série, et par le nom du fabricant ou de la personne responsable de la mise sur le marché.

Art. 13.– Dispositions transitoires

1. Les normes visées par le règlement grand-ducal **modifié** du 27 août 1976 **portant application de la directive CEE du 19 février 1973 concernant le rapprochement des Etats membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension** ou le règlement grand-ducal **modifié** du 21 avril 1993 **concernant la compatibilité électromagnétique dont les références ont été publiées au Mémorial** peuvent être utilisées comme base pour présumer la conformité aux exigences essentielles visées à l'article 3, paragraphe 1, points a) et b). Les réglementations techniques communes visées par le règlement grand-ducal du 23 avril 1997 **concernant les équipements terminaux de télécommunications relatif aux équipements terminaux de télécommunications et aux équipements de stations terrestres de communications par satellite, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité dont les références ont été publiées au Mémorial** peuvent être utilisées comme base pour présumer la conformité aux autres exigences essentielles visées à l'article 3.

2. **Le ministre ayant dans ses compétences le Service de l'Energie de l'Etat** ne fait pas obstacle à la mise sur le marché et la mise en service d'appareils conformes aux dispositions du règlement grand-ducal du 23 avril 1997 **concernant les équipements de télécommunications relatif aux équipements terminaux de télécommunications et aux équipements de stations terrestres de communications par satellite, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité** ou aux règles en vigueur et qui ont été mis sur le marché pour la première fois avant l'entrée en vigueur du présent règlement ou au plus tard deux ans après son entrée en vigueur.

3. Outre les exigences essentielles mentionnées à l'article 3, paragraphe 1, **le ministre ayant dans ses compétences le Service de l'Energie de l'Etat** peut demander de continuer, pendant une période pouvant aller jusqu'au 7 octobre 2002, et dans le respect des dispositions du traité **instituant la Communauté** européenne, à exiger que les équipements terminaux de télécommunications ne puissent pas provoquer une détérioration inacceptable d'un service de téléphonie vocale accessible dans le cadre du service universel tel que défini par le règlement grand-ducal du 26 mai 1998 **sur le service universel de télécommunications**.

Le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat informe la Commission des motifs pour lesquels il demande de maintenir cette exigence, de la date à laquelle le maintien de

cette exigence ne sera plus nécessaire pour le service concerné et des mesures prévues pour respecter ce délai.

Art. 14.– Abrogation

1. Le règlement grand-ducal du 23 avril 1997 relatif aux équipements terminaux de télécommunications et aux équipements de stations terrestres de communications par satellite, incluant la reconnaissance mutuelle est abrogé ~~à partir du 7 avril 2000.~~

2. Le présent règlement n'est pas un règlement spécifique au sens de l'article 2, paragraphe 2, du règlement grand-ducal du 21 avril 1993 **précité** concernant la compatibilité électromagnétique. Les dispositions du règlement grand-ducal du 21 avril 1993 **précité** ne s'appliquent pas, à partir du 8 avril 2000, aux appareils relevant du présent règlement, à l'exception des exigences en matière de protection prévues à l'article 4 et à l'annexe III et de la procédure d'évaluation de la conformité visée à l'article 10, paragraphes 1 et 2, et à l'annexe I du règlement grand-ducal du 21 avril 1993 **précité**.

3. Les dispositions du règlement grand-ducal **modifié** du 27 août 1976 **portant application de la directive CEE du 19 février 1973 concernant le rapprochement des Etats membres relatives au concernant** le matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension ne s'appliquent pas, à partir du 8 avril 2000, aux appareils relevant du présent règlement, à l'exception des objectifs relatifs aux exigences de sécurité énoncés à l'article 2 et à l'annexe I et de la procédure d'évaluation de la conformité visée à l'annexe III, point B, et à l'annexe IV du règlement grand-ducal du 27 août 1976.

Art. 15.– *Les infractions aux articles 9 et 12 du présent règlement sont punies d'une amende de 10.001 à 1.000.000 F.*

Art. 16.– *Le présent projet entre en vigueur le 8 avril 2000.*

Art. 17.– Notre ministre de l'**Energie l'Economie** et Notre ministre **ayant dans ses attributions les des** communications sont chargés de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

~~Le Ministre de l'Energie,~~
~~Le Ministre de l'Economie,~~
Henri GRETHEN

~~Le Ministre des Communications,~~
~~Le Ministre d'Etat,~~
Jean-Claude JUNCKER

*

ANNEXE I

**Equipements non visés par le présent règlement
au sens de l'article 1er, paragraphe 4**

1. Equipements hertziens utilisés par des radioamateurs au sens de l'article 1er, définition 53, du règlement des radiocommunications de l'Union internationale des télécommunications (UIT), à moins qu'il ne s'agisse d'équipements disponibles dans le commerce.

Les kits de pièces détachées à assembler par des radioamateurs et les équipements commerciaux modifiés par des radioamateurs et pour leur usage ne sont pas considérés comme des équipements disponibles dans le commerce.

2. Equipements relevant de la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ~~en voie de transposition~~.

3. Fils et câbles.

4. Equipements de réception radio destinés à être utilisés exclusivement pour la réception de services de radiodiffusion sonore et télévisuelle.

5. Produits, équipements ou éléments au sens de l'article 2 du règlement (CEE) No 3922/91 du Conseil du 16 décembre 1991 relatif à l'harmonisation de règles techniques et de procédures administratives dans le domaine de l'aviation civile.

6. Equipements et systèmes pour la gestion du trafic aérien au sens de l'article 1er du règlement grand-ducal du 11 mars 1999 **portant exécution des directives du Conseil et de la Commission de l'Union européenne relatives relatif** à la définition et à l'utilisation de spécifications techniques compatibles pour l'acquisition d'équipements et de systèmes pour la gestion du trafic aérien.

*

ANNEXE II

Procédure d'évaluation de la conformité visée à l'article 10, paragraphe 3

Module A (contrôle interne de la fabrication)

1. Ce module décrit la procédure par laquelle le fabricant, ou son mandataire établi dans la Communauté, qui remplit les obligations prévues au point 2, assure et déclare que les produits en question satisfont aux exigences de la directive qui leur sont applicables. Le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté appose le marquage „CE“ sur chaque produit et établit par écrit une déclaration de conformité.

2. Le fabricant établit la documentation technique décrite au point 4; le fabricant, ou son mandataire établi dans la Communauté, tient cette documentation à la disposition des autorités nationales de tout Etat membre à des fins d'inspection pendant une durée d'au moins dix ans à compter de la dernière date de fabrication du produit.

3. Lorsque ni le fabricant ni son mandataire ne sont établis dans la Communauté, cette obligation de tenir la documentation technique à disposition incombe à la personne responsable de la mise du produit sur le marché communautaire.

4. La documentation technique doit permettre l'évaluation de la conformité du produit aux exigences essentielles. Elle doit couvrir la conception, la fabrication et le fonctionnement du produit, et comporter notamment:

- une description générale du produit,
- des dessins de conception et de fabrication, ainsi que des schémas des composants, sous-ensembles, circuits, etc.,

- les descriptions et explications nécessaires à la compréhension des dessins et schémas susmentionnés et du fonctionnement du produit,
- une liste des normes visées à l'article 5, appliquées entièrement ou en partie, ainsi qu'une description et explication des solutions adoptées pour satisfaire aux exigences essentielles de la directive lorsque les normes visées à l'article 5 n'ont pas été appliquées ou n'existent pas,
- les résultats des calculs de conception, des contrôles effectués, etc.,
- les rapports d'essais.

5. Le fabricant ou son mandataire conserve, avec la documentation technique, un exemplaire de la déclaration de conformité.

6. Le fabricant prend toutes les mesures nécessaires pour que le procédé de fabrication assure la conformité des produits manufacturés à la documentation technique visée au point 2, et aux exigences de la présente directive qui leur sont applicables.

*

ANNEXE III

Procédure d'évaluation de la conformité visée à l'article 10, paragraphe 4

(Contrôle interne de la fabrication plus essais spécifiques de l'appareil)

La présente annexe comprend l'annexe II complétée par les exigences supplémentaires suivantes:

Pour chaque type d'appareil, toutes les séries d'essais radio essentielles doivent être effectuées par le fabricant ou pour le compte de celui-ci. Le choix des séries d'essais jugées essentielles relève de la responsabilité d'un organisme notifié choisi par le fabricant, sauf si elles sont définies dans des normes harmonisées. L'organisme notifié tient dûment compte des précédentes décisions rendues par des organismes notifiés agissant de concert.

Le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté ou la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil déclare que les essais ont été effectués et que l'appareil est conforme aux exigences essentielles et il appose le numéro d'identification de l'organisme notifié au cours du processus de fabrication.

*

ANNEXE IV

Procédure d'évaluation de la conformité visée à l'article 10, paragraphe 5

(Dossier de construction technique)

La présente annexe comprend l'annexe III complétée par les exigences supplémentaires suivantes:

La documentation technique décrite au point 4 de l'annexe II et la déclaration de conformité aux séries d'essais radio spécifiques visée à l'annexe III constituent un dossier de construction technique.

Le fabricant, son mandataire établi dans la Communauté ou la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil, soumet le dossier à un ou plusieurs organismes notifiés; chacun de ces organismes doit être informé des autres organismes auxquels le dossier a été soumis.

L'organisme notifié examine le dossier et, s'il apparaît que le respect des exigences de la directive n'est pas suffisamment établi, il peut adresser un avis au fabricant, ou à son mandataire ou à la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil, et il informe en conséquence les autres organismes notifiés auxquels le dossier a été soumis. Cet avis est donné dans un délai de quatre semaines à compter de la réception du dossier par l'organisme notifié. A la réception de cet avis, ou au terme de la période de quatre semaines, l'appareil peut être mis sur le marché, sans préjudice des dispositions de l'article 6, paragraphe 4, et de l'article 9, paragraphe 5.

Le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté ou la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil tient le dossier à la disposition des autorités nationales de tout Etat membre à des fins d'inspection pendant une durée d'au moins dix ans à compter de la dernière date de fabrication de l'appareil.

*

ANNEXE V

Procédure d'évaluation de la conformité visée à l'article 10 Assurance qualité complète

1. L'assurance qualité complète est la procédure par laquelle le fabricant qui remplit les obligations du point 2 assure et déclare que les produits considérés satisfont aux exigences de la directive qui leur sont applicables. Le fabricant appose les marquages prévus à l'article 12, paragraphe 1, sur chaque produit et établit une déclaration écrite de conformité.

2. Le fabricant met en oeuvre un système de qualité approuvé pour la conception, la fabrication et l'inspection finale des produits et les essais comme spécifié au point 3, et il est soumis à la surveillance visée au point 4.

3. Système de qualité

3.1. Le fabricant soumet une demande d'évaluation de son système de qualité auprès d'un organisme notifié.

Cette demande comprend:

- toutes les informations appropriées pour les produits envisagés,
- la documentation sur le système de qualité.

3.2. Le système de qualité doit assurer la conformité des produits aux exigences de la directive qui leur sont applicables. Tous les éléments, exigences et dispositions adoptés par le fabricant doivent figurer dans une documentation tenue de manière systématique et rationnelle sous la forme de mesures, de procédures et d'instructions écrites. Cette documentation sur le système de qualité permet une interprétation uniforme des mesures et des procédures de qualité telles que programmes, plans, manuels et dossiers de qualité.

Elle comprend en particulier une description adéquate:

- des objectifs de qualité, de l'organigramme, des responsabilités des cadres et de leurs pouvoirs en matière de qualité de la conception et des produits,
- des spécifications techniques, y compris les normes harmonisées, les réglementations techniques et les spécifications d'essai pertinentes qui seront appliquées et, lorsque les normes visées à l'article 5, paragraphe 1, ne sont pas appliquées entièrement, des moyens qui seront utilisés pour que les exigences essentielles de la directive qui s'appliquent aux produits soient respectées,
- des techniques de contrôle et de vérification de la conception, des procédés et des actions systématiques qui seront utilisés lors de la conception des produits appartenant à la catégorie de produits couverte,
- des techniques correspondantes de fabrication, de contrôle de la qualité et d'assurance de la qualité, des procédés et actions systématiques qui seront utilisés,
- des contrôles et des essais qui seront effectués avant, pendant et après la fabrication et de la fréquence à laquelle ils auront lieu, ainsi que, le cas échéant, des résultats des essais effectués avant la fabrication,
- des moyens permettant de s'assurer que les installations d'essais et de contrôle répondent aux exigences appropriées pour l'exécution de l'essai nécessaire,
- des dossiers de qualité tels que les rapports d'inspection et les données d'essais et d'étalonnage, les rapports sur la qualification du personnel concerné, etc.,
- des moyens permettant de vérifier la réalisation de la qualité requise en matière de conception et de produit, ainsi que le fonctionnement efficace du système de qualité.

3.3. L'organisme notifié évalue le système de qualité pour déterminer s'il répond aux exigences visées au point 3.2. Il présume la conformité à ces exigences pour les systèmes de qualité qui mettent en oeuvre la norme harmonisée correspondante.

L'organisme notifié examine en particulier si le système de contrôle de la qualité assure la conformité des produits aux exigences de la directive à la lumière de la documentation pertinente fournie au sujet des points 3.1 et 3.2, y compris, le cas échéant, des résultats des essais fournis par le fabricant.

L'équipe d'auditeurs comporte au moins un membre ayant acquis, en tant qu'évaluateur, l'expérience de la technologie du produit concerné. La procédure d'évaluation comporte une visite dans les locaux du fabricant.

La décision est notifiée au fabricant. La notification contient les conclusions du contrôle et la décision d'évaluation motivée.

3.4. Le fabricant s'engage à remplir les obligations découlant du système de qualité tel qu'il est approuvé et à le maintenir de sorte qu'il demeure adéquat et efficace.

Le fabricant ou son mandataire informe l'organisme notifié qui a approuvé le système de qualité de tout projet d'adaptation de celui-ci.

L'organisme notifié évalue les modifications proposées et décide si le système de qualité modifié répondra encore aux exigences visées au point 3.2 ou si une nouvelle évaluation est nécessaire.

Il notifie sa décision au fabricant. La notification contient les conclusions du contrôle et la décision d'évaluation motivée.

4. *Surveillance CE sous la responsabilité de l'organisme notifié*

4.1. Le but de la surveillance est de s'assurer que le fabricant remplit correctement les obligations qui découlent du système de qualité approuvé.

4.2. Le fabricant autorise l'organisme notifié à accéder, à des fins d'inspection, aux lieux de conception, de fabrication, d'inspection, d'essais et de stockage et lui fournit toutes les informations nécessaires, en particulier:

- la documentation sur le système de qualité,
- les dossiers de qualité prévus dans la partie du système de qualité consacrée à la conception, tels que les résultats d'analyses, des calculs, des essais, etc.,
- les dossiers de qualité prévus par la partie du système de qualité consacrée à la fabrication, tels que les rapports d'inspection et les données d'essais, les données d'étalonnage, les rapports sur la qualification du personnel concerné, etc.

4.3. L'organisme notifié procède à des audits à des intervalles raisonnables, afin de s'assurer que le fabricant maintient et applique le système de qualité, et fournit un rapport d'audit au fabricant.

4.4. En outre, l'organisme notifié peut effectuer des visites inopinées chez le fabricant. A l'occasion de telles visites, l'organisme notifié peut effectuer ou faire effectuer des essais pour vérifier le bon fonctionnement du système de qualité, si nécessaire. Il fournit au fabricant un rapport de visite et, s'il y a eu essai, un rapport d'essai.

5. Le fabricant tient à la disposition des autorités nationales pendant une durée d'au moins dix ans à compter de la dernière date de fabrication du produit:

- la documentation visée au point 3.1, deuxième alinéa, deuxième tiret,
- les adaptations visées au point 3.4, deuxième alinéa,
- les décisions et rapports de l'organisme notifié visés au point 3.4, dernier alinéa, et aux points 4.3 et 4.4.

6. Chaque organisme notifié tient à la disposition des autres organismes notifiés les informations pertinentes concernant les approbations de systèmes de qualité délivrées et retirées, y compris les références au(x) produit(s) concerné(s).

ANNEXE VI

Critères minimaux à appliquer par les Etats membres dans la désignation des organismes notifiés conformément à l'article 11, paragraphe 1

1. L'organisme notifié, son directeur et le personnel chargé d'effectuer les tâches pour lesquelles l'organisme notifié a été désigné ne peuvent être un concepteur, un fabricant, un fournisseur ou un installateur d'équipements hertziens ou d'équipements terminaux de télécommunication, ni un exploitant de réseaux ou un fournisseur de services, ni le mandataire d'aucun d'entre eux. Ils doivent être indépendants et ne peuvent participer directement à la conception, à la construction, à la commercialisation ou à l'entretien d'équipements hertziens ou d'équipements terminaux de télécommunication, ni représenter les parties engagées dans ces activités. Ces dispositions n'excluent pas la possibilité d'échanges d'informations techniques entre le fabricant et l'organisme notifié.

2. L'organisme notifié et son personnel doivent effectuer les tâches pour lesquelles l'organisme notifié a été désigné avec la plus haute intégrité professionnelle et la plus grande compétence technique; ils doivent être à l'abri de toute pression et de tout risque de corruption, notamment financière, susceptibles d'influencer leur jugement ou les résultats des inspections, notamment de la part de personnes ou de groupes de personnes intéressées par ces résultats.

3. L'organisme notifié doit disposer du personnel et des installations nécessaires pour effectuer convenablement les travaux administratifs et techniques associés aux tâches pour lesquelles il a été désigné.

4. Le personnel chargé des inspections doit:

- avoir une bonne formation technique et professionnelle,
- avoir une connaissance satisfaisante des exigences relatives aux essais ou inspections effectués, ainsi qu'une expérience suffisante de ces essais ou inspections,
- être à même d'établir les certificats, registres et rapports exigés pour authentifier l'exécution des inspections.

5. L'impartialité des membres du personnel d'inspection doit être garantie. Leur rémunération ne doit pas dépendre du nombre ni des résultats des essais ou inspections effectués.

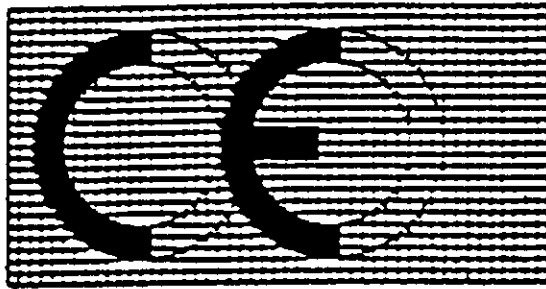
6. L'organisme notifié doit contracter une assurance de responsabilité, sauf lorsque sa responsabilité est assumée par l'Etat conformément au droit national, ou lorsque l'Etat membre lui-même est directement responsable.

7. Le personnel de l'organisme notifié est tenu au secret professionnel pour toute information obtenue dans l'exécution de ses tâches (sauf vis-à-vis des autorités administratives compétentes de l'Etat membre dans lequel il exerce ses activités) en vertu de la présente directive ou de toute disposition de droit national qui en assure la mise en oeuvre.

ANNEXE VII

Marquage des équipements visé à l'article 12, paragraphe 1

1. Le marquage „CE“ de conformité est constitué des initiales „CE“ selon le graphisme suivant:



En cas de réduction ou d'agrandissement du marquage „CE“, les proportions telles qu'elles ressortent du graphisme gradué figurant ci-dessus doivent être respectées.

2. La hauteur du marquage „CE“ ne peut être inférieure à 5 mm, sauf s'il est impossible de respecter cette dimension en raison de la nature de l'appareil.

3. Le marquage „CE“ est apposé sur le produit ou sur sa plaque d'identification. En outre, ce marquage est apposé sur son emballage, le cas échéant, et sur les documents d'accompagnement.

4. Le marquage CE est apposé de façon visible, lisible et indélébile.

5. L'identificateur de la catégorie d'équipements se présente sous une forme que décidera la Commission conformément à la procédure définie à l'article 14.

Le cas échéant, il comprend un élément destiné à informer l'utilisateur que l'appareil utilise des bandes de fréquences radio dont l'utilisation n'est pas harmonisée dans l'ensemble de la Communauté.

Il a la même hauteur que les initiales „CE“.

4583/06

N° 4583⁶

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1999-2000

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL**

concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de
télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité

* * *

AVIS DE LA COMMISSION DE TRAVAIL

(18.1.2000)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 28 juin 1999 à la Chambre des Députés par le Ministre aux Relations avec le Parlement, à la demande du Ministre de l'Energie.

Un exposé des motifs et un commentaire des articles étaient joints au texte du projet de règlement grand-ducal avec annexes.

Par la suite la Chambre des Députés a été saisie de l'avis de la Chambre des Employés privés du 16 juillet 1999, de l'avis de la Chambre de Commerce du 10 septembre 1999, de l'avis de la Chambre de Travail du 23 septembre 1999, de l'avis du Conseil d'Etat du 26 octobre 1999 et d'une prise de position du Ministre de l'Economie ainsi que d'un texte coordonné proposé par le Gouvernement du 13 octobre 1999.

Le projet a pour objet de transposer en droit national la directive 1999/5/CE du Parlement Européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité.

La base légale du projet est constituée par la loi du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés Européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports.

Les chambres professionnelles approuvent le projet.

Il en est de même du Conseil d'Etat, sous réserve de certaines observations concernant la base légale, le préambule ainsi que les articles 1er à 15 et l'annexe I. Par ailleurs le Conseil d'Etat propose une disposition relative à l'entrée en vigueur du projet et fait des observations concernant l'ajout éventuel de dispositions pénales.

Le texte coordonné proposé par le Gouvernement le 13 décembre 1999 tient compte de toutes les observations du Conseil d'Etat.

La Commission de Travail se prononce à son tour à l'unanimité en faveur du projet et y donne par conséquent son assentiment.

Luxembourg, le 18 janvier 2000

Le Greffier,
Guillaume WAGENER

Pr. le Président
de la Chambre des Députés,

Le Vice-Président,
Niki BETTENDORF

4583,4631

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 16

7 mars 2000

Sommaire

Règlement grand-ducal du 4 février 2000 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité	page 480
Règlement ministériel du 16 février 2000 portant approbation d'une modification du règlement d'ordre intérieur de la Société de la Bourse de Luxembourg	489
Règlement ministériel du 16 février 2000 modifiant le règlement ministériel du 28 février 1992 portant désignation des postes à responsabilité spéciale dans la carrière du rédacteur à l'administration des contributions directes octroyant à leurs titulaires le bénéfice de la dernière majoration de la prime de formation fiscale prévue par la loi du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects tel qu'il a été modifié par la suite	489
Règlement grand-ducal du 21 février 2000 complétant le règlement grand-ducal du 3 février 1998 portant exécution de Directives des C.E. relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques ainsi que des tracteurs agricoles et forestiers à roues	490
Règlement grand-ducal du 21 février 2000 concernant la teneur en soufre de certains combustibles liquides	491
Règlement grand-ducal du 21 février 2000 concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel	494
Règlement grand-ducal du 21 février 2000 portant modification de l'article 1 ^{er} du règlement grand-ducal du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés ..	498

Règlement grand-ducal du 4 février 2000 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports;

Vu la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité;

Vu les avis de la Chambre de commerce, de la Chambre des employés privés et de la Chambre de travail;

Vu la demande d'avis adressée à la Chambre des métiers;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Commission de travail de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre ministre de l'Economie et de Notre ministre d'Etat et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

CHAPITRE I^{er}

Art. 1^{er}. Champ d'application et objectif.

1. Le présent règlement établit un cadre réglementaire pour la mise sur le marché, la libre circulation et la mise en service dans la Communauté européenne des équipements hertziens et des équipements terminaux de télécommunications.
2. Lorsqu'un appareil au sens de l'article 2, point a), comprend, comme partie intégrante ou comme accessoire:
 - a) un dispositif médical au sens de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 11 août 1996 relatif aux dispositifs médicaux;
 - ou
 - b) un dispositif médical implantable actif au sens de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal modifié du 5 février 1993 relatif aux dispositifs médicaux implantables actifs, l'appareil est régi par le présent règlement sans préjudice de l'application des règlements grand-ducaux précités.
3. Lorsqu'un appareil constitue un élément ou une entité technique séparée d'un véhicule au sens du règlement grand-ducal modifié du 3 février 1998 portant exécution des directives C.E. relatives à la réception des véhicules à moteur et leurs remorques ainsi que des tracteurs agricoles et forestiers à roues, qui transpose notamment la directive 72/245/CEE concernant les parasites radioélectriques (compatibilité électromagnétique) produits par les véhicules, ou un élément ou une entité technique séparée d'un véhicule au sens de l'article 1^{er} de la directive modifiée 92/61/CEE relative à la réception des véhicules à moteur à deux ou trois roues, l'appareil est régi par le présent règlement sans préjudice de l'application respectivement de la directive 72/245/CEE ou de la directive 92/61/CEE, telles qu'elles ont été transposées dans le droit luxembourgeois.
4. Le présent règlement ne s'applique pas aux équipements énumérés à l'annexe I.
5. Le présent règlement ne s'applique pas aux appareils utilisés exclusivement dans des activités ayant trait à la sécurité publique, la défense, la sécurité de l'Etat (y compris le bien-être économique de l'Etat lorsque les activités ont trait à la sécurité de l'Etat) ou aux activités de l'Etat dans le domaine du droit pénal.

Art. 2. Définitions.

Aux fins du présent règlement, on entend par:

- a) «appareil», tout équipement qui est, soit un «équipement hertzien», soit un «équipement terminal de télécommunications», soit les deux;
- b) «équipement terminal de télécommunications», un produit permettant la communication, ou un composant pertinent d'un produit, destiné à être connecté directement ou indirectement par un quelconque moyen à des interfaces de réseaux publics de télécommunications (à savoir des réseaux de télécommunications servant entièrement ou en partie à la fourniture de services de télécommunications accessibles au public);
- c) «équipement hertzien», un produit, ou un composant pertinent d'un produit, qui permet de communiquer par l'émission et/ou la réception d'ondes hertziennes en utilisant le spectre attribué aux communications radio terrestres ou spatiales;
- d) «ondes hertziennes», des ondes électromagnétiques dont les fréquences sont situées entre 9 kilohertz et 3 000 gigahertz et qui se propagent dans l'espace sans guide artificiel;
- e) «interface»,
 - (i) un point de terminaison d'un réseau, c'est-à-dire un point de raccordement physique par lequel les usagers obtiennent l'accès à un réseau public de télécommunications, et/ou
 - (ii) une interface radio, précisant le trajet radioélectrique entre les équipements hertziens, et leurs spécifications techniques.

- f) «catégorie d'équipements», une catégorie désignant certains types d'appareils considérés comme semblables en vertu du présent règlement et les interfaces auxquelles les appareils sont destinés. Les appareils peuvent appartenir à plusieurs catégories d'équipements;
- g) «dossier technique de construction», un dossier décrivant l'appareil et donnant des informations et des explications quant à la façon dont les exigences essentielles applicables ont été observées;
- h) «norme harmonisée», une spécification technique adoptée par un organisme de normalisation agréé dans le cadre d'un mandat délivré par la Commission européenne, et dépourvue de caractère obligatoire;
- i) «perturbation», toute interférence qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'autres services de sécurité ou qui porte gravement atteinte ou fait obstruction à un service de radiocommunications fonctionnant conformément à la réglementation communautaire ou nationale applicable, ou qui interrompt un tel service de manière répétée;
- j) «Commission», la Commission européenne;

Art. 3. Exigences essentielles.

1. Les exigences essentielles ci-après sont applicables à tous les appareils:
 - a) la protection de la santé et de la sécurité de l'utilisateur et de toute autre personne, y compris les objectifs, en ce qui concerne les exigences de sécurité, définies par le règlement grand-ducal modifié du 27 août 1976 portant application de la directive CEE du 19 février 1973 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension, mais sans seuil inférieur de tension;
 - b) les exigences de protection, en ce qui concerne la compatibilité électromagnétique, prévues par le règlement grand-ducal modifié du 21 avril 1993 concernant la compatibilité électromagnétique;
2. Les équipements hertziens sont en outre construits de telle sorte qu'ils utilisent efficacement le spectre attribué aux communications radio terrestres/ou spatiales ainsi que les ressources orbitales pour éviter les interférences dommageables.

Art. 4. Notification et publication des spécifications des interfaces.

1. Le ministre ayant dans ses attributions les communications notifie à la Commission les interfaces qu'il a réglementées, dans la mesure où lesdites interfaces n'ont pas été notifiées en vertu des dispositions de la directive 98/34/CE.
2. Le ministre ayant dans ses attributions les communications notifie à la Commission les types d'interfaces qui sont offerts par les exploitants de réseaux publics de télécommunications. L'Institut Luxembourgeois des Télécommunications veille à ce que ces exploitants publient des spécifications techniques régulièrement mises à jour, précises et suffisantes de ces interfaces avant de rendre les services accessibles au public par ces interfaces. Les spécifications sont suffisamment détaillées pour permettre la conception des équipements terminaux de télécommunications capables d'utiliser tous les services fournis par l'interface correspondante. Les spécifications comprennent, entre autres, toutes les informations nécessaires pour permettre aux fabricants de réaliser, s'ils le désirent, les essais pertinents pour les exigences essentielles applicables aux équipements terminaux de télécommunications. L'Institut Luxembourgeois des Télécommunications veille à ce que ces spécifications soient rendues aisément accessibles par les exploitants.

Art. 5. Normes harmonisées.

Lorsqu'un appareil est conforme aux normes harmonisées pertinentes ou à certaines parties de celles-ci, dont les numéros de référence ont été publiés au Mémorial, le Service de l'Energie de l'Etat présume que les exigences essentielles visées à l'article 3 et couvertes par ces normes harmonisées ou certaines parties de celles-ci sont respectées.

Art. 6. Mise sur le marché.

1. Le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat veille à ce que les appareils ne soient mis sur le marché qu'à condition d'être conformes aux exigences essentielles appropriées visées à l'article 3 et aux autres dispositions pertinentes du présent règlement lorsqu'ils sont installés et entretenus de façon appropriée et qu'ils sont utilisés conformément à leur destination. Ils ne sont pas soumis à d'autres exigences quant à la mise sur le marché.
2. Le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat veille à ce que le fabricant ou la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil fournisse à l'utilisateur des informations sur l'usage auquel l'appareil est destiné, accompagnées de la déclaration de conformité aux exigences essentielles. Lorsqu'il s'agit d'équipements hertziens, ces informations sont suffisantes pour permettre d'identifier sur l'emballage et la notice d'utilisation de l'appareil les Etats membres ou la zone géographique à l'intérieur d'un Etat membre dans lesquels l'équipement est destiné à être utilisé, et il alerte l'utilisateur grâce au marquage apposé sur l'appareil et visé à l'annexe VII, point 5, sur la possibilité que l'utilisation de l'équipement hertzien soit soumise dans certains Etats membres à des restrictions ou à des exigences en vue de l'autoriser. Lorsqu'il s'agit d'équipements terminaux de télécommunications, ces informations sont suffisantes pour permettre d'identifier les interfaces des réseaux publics de télécommunications auxquelles les équipements sont destinés à être raccordés. Pour tous les appareils, ces informations sont mises en évidence.

3. Dans le cas d'équipements hertziens utilisant des bandes de fréquences dont l'utilisation n'est pas harmonisée dans l'ensemble de la Communauté, le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté ou la personne responsable de la mise sur le marché des équipements informe le ministre ayant dans ses attributions les communications de son intention de commercialiser ces équipements sur le marché luxembourgeois.

La notification est faite au moins quatre semaines avant le début de la mise sur le marché et comprend des informations sur les caractéristiques hertziennes des équipements (en particulier, bandes de fréquences, espacement des canaux, type de modulation et puissance RF) et le numéro d'identification de l'organisme notifié visé aux annexes IV et V.

Art. 7. Mise en service et droit de connexion.

1. Le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat autorise la mise en service des appareils conformément à l'usage auquel ils sont destinés lorsqu'ils sont conformes aux exigences essentielles appropriées visées à l'article 3 et aux autres dispositions pertinentes du présent règlement.
2. Nonobstant le paragraphe 1, et sans préjudice des conditions attachées aux autorisations pour la fourniture du service concerné conformément à la législation en vigueur, le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat ne peut limiter la mise en service d'équipements hertziens que pour des raisons liées à l'utilisation efficace et appropriée du spectre radio, à la nécessité d'éviter des interférences dommageables, ou à des questions liées à la santé publique.
3. Sans préjudice du paragraphe 4, le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat veille à ce que les exploitants de réseaux publics de télécommunications ne refusent pas la connexion des équipements terminaux de télécommunications aux interfaces appropriées pour des raisons techniques lorsque ces équipements sont conformes aux exigences applicables de l'article 3.
4. Lorsque le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat estime qu'un appareil, déclaré conforme au présent règlement, occasionne un dommage grave à un réseau ou des perturbations radioélectriques, ou une atteinte au réseau ou à son fonctionnement, l'exploitant peut être autorisé à refuser la connexion d'un tel appareil, à la déconnecter ou à le retirer du service. Le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat notifie chaque autorisation de ce type à la Commission.
5. En cas d'urgence, l'exploitant peut déconnecter un appareil si la protection du réseau exige que l'équipement soit déconnecté sans délai, et si une solution de rechange peut être offerte à l'utilisateur sans délai et sans frais pour ce dernier. L'exploitant en informe immédiatement le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat.

Art. 8. Libre circulation des appareils.

1. Le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat n'interdit pas, ne limite pas ou n'entrave pas la mise sur le marché et la mise en service d'appareils portant le marquage CE visé à l'annexe VII, qui prouve leur conformité avec toutes les dispositions du présent règlement, y compris les procédures d'évaluation de la conformité définies au chapitre II, et cela sans préjudice des dispositions de l'article 6, paragraphe 3, de l'article 7, paragraphe 2, et de l'article 9, paragraphe 3.
2. Lors des foires commerciales, expositions, démonstrations, etc., le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat ne crée pas d'obstacle à la présentation d'appareils qui ne sont pas conformes au présent règlement, à condition qu'un signe visible indique clairement que ces appareils ne peuvent être commercialisés ou mis en service avant d'avoir été rendus conformes.
3. Lorsque l'appareil est soumis à d'autres règlements concernant d'autres aspects et qui prévoient également l'apposition du marquage CE, ce dernier indique que cet appareil satisfait également aux dispositions des autres règlements. Toutefois, si un ou plusieurs de ces règlements permettent au fabricant, pendant une période transitoire, de choisir le régime qu'il applique, le marquage CE indique que l'appareil satisfait seulement aux dispositions des règlements transposant les directives appliquées par le fabricant. Dans ce cas, les références de ces directives, telles que publiées au Journal officiel des Communautés européennes, doivent figurer dans les documents, notices ou instructions requis par ces directives et accompagnant ces produits.

Art. 9. Sauvegardes.

1. Lorsque le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat constate qu'un appareil relevant du champ d'application du présent règlement n'est pas conforme aux exigences de celui-ci, il prend toutes les mesures utiles pour retirer l'appareil du marché ou du service, en interdisant la mise sur le marché ou la mise en service ou en restreindre la liberté de circulation.

Dans ce cas de non-conformité, les frais de contrôle et d'essais du seront à charge du constructeur ou, à défaut, de l'importateur ou, à défaut, de celui qui a mis l'appareil sur le marché.

2. Le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat notifie immédiatement à la Commission toute mesure prise à cet égard en la motivant et en indiquant si la non-conformité est due:
 - a) à une application inadéquate des normes harmonisées visées à l'article 5;
 - b) aux insuffisances des normes harmonisées visées à l'article 5;
 - c) à la non-conformité aux exigences visées à l'article 3, lorsque l'appareil ne satisfait pas aux normes harmonisées visées à l'article 5.

3. a) Nonobstant les dispositions de l'article 6, le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat peut, dans le respect des dispositions du traité instituant la Communauté européenne et notamment de ses articles 30 et 36, arrêter toute mesure appropriée en vue:
 - (i) d'interdire ou de restreindre la mise sur le marché luxembourgeois, et/ou
 - (ii) d'exiger le retrait du marché luxembourgeois d'équipements hertziens, y compris de types d'équipements hertziens, qui ont provoqué, ou dont il estime raisonnablement, qu'ils vont provoquer des interférences dommageables, y compris des interférences avec des services existants ou prévus sur les bandes de fréquences attribuées au niveau national.
- b) Lorsque le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat prend des mesures conformément au point a), il en informe immédiatement la Commission en indiquant les raisons qui l'ont incité à le faire.

CHAPITRE II

Art 10. Procédures d'évaluation de la conformité.

1. Les procédures d'évaluation de la conformité visées dans le présent article sont utilisées pour établir la conformité des appareils à toutes les exigences essentielles pertinentes visées à l'article 3.
2. Au choix du fabricant, la conformité des appareils aux exigences essentielles visées à l'article 3, paragraphe 1, points a) et b), peut être démontrée en utilisant les procédures spécifiées respectivement dans le règlement grand-ducal modifié du 27 août 1976 portant application de la directive CEE du 19 février 1973 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension et le règlement grand-ducal modifié du 21 avril 1993 concernant la compatibilité électromagnétique lorsque les appareils relèvent de ces règlements, en lieu et place des procédures décrites ci-après.
3. Les équipements terminaux de télécommunications qui n'utilisent pas le spectre attribué aux communications radio terrestres/spatiales ou les éléments récepteurs d'équipements hertziens sont soumis, au choix du fabricant, aux procédures décrites à l'annexe II, à celles de l'annexe IV ou à celles de l'annexe V.
4. Lorsqu'un fabricant a appliqué les normes harmonisées visées à l'article 5, les équipements hertziens qui ne relèvent pas du paragraphe 3 sont soumis, au choix du fabricant, aux procédures visées à l'annexe III, à l'annexe IV ou à l'annexe V.
5. Lorsqu'un fabricant n'a pas appliqué les normes harmonisées visées à l'article 5, ou ne les a appliquées que partiellement, les équipements hertziens qui ne relèvent pas du paragraphe 3 du présent article sont soumis, au choix du fabricant, aux procédures visées à l'annexe IV ou à l'annexe V.
6. Les registres et la correspondance relatifs aux procédures d'évaluation de la conformité visées aux paragraphes 2 à 5 doivent être rédigés dans une langue officielle du Grand-Duché ou dans une langue acceptée par l'organisme notifié concerné.

Art. 11. Organismes notifiés et autorités de surveillance.

1. Le ministre ayant dans ses attributions les communications notifie à la Commission les organismes qu'il a désignés pour effectuer les tâches pertinentes visées à l'article 10. Il détermine les organismes à désigner en appliquant les critères définis à l'annexe VI.
2. Le Ministre ayant dans ses attributions les communications notifie à la Commission les autorités qui effectuent les tâches de surveillance liées à la mise en oeuvre du présent règlement.

CHAPITRE III

Art. 12. Marquage «CE».

1. Les appareils conformes à toutes les exigences essentielles applicables portent le marquage «CE» de conformité prévu à l'annexe VII. Ce marquage est apposé sous la responsabilité du fabricant, de son mandataire établi dans la Communauté ou de la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil.
En cas d'application des procédures visées à l'annexe III, à l'annexe IV ou à l'annexe V, le marquage est accompagné du numéro d'identification de l'organisme notifié visé à l'article 11, paragraphe 1. Les équipements hertziens sont en outre accompagnés, le cas échéant, de l'identificateur de la catégorie d'équipements lorsqu'un tel identificateur a été attribué. Tout autre marquage peut être apposé, à condition de ne pas réduire la visibilité et la lisibilité du marquage «CE».
2. Qu'ils soient conformes ou non aux exigences essentielles applicables, les appareils ne peuvent porter aucun marquage susceptible de tromper les tiers sur la signification et la graphisme du marquage «CE» représenté à l'annexe VII.
3. Le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat prend les mesures adéquates à l'encontre de toute personne ayant apposé un marquage non conforme aux paragraphes 1 et 2. S'il n'est pas possible d'identifier la personne qui a apposé ce marquage, les mesures appropriées peuvent être prises à l'encontre du détenteur de l'appareil au moment où la non-conformité a été découverte.
4. Les appareils sont identifiés par le fabricant sur la base du type, du lot et/ou des numéros de série, et par le nom du fabricant ou de la personne responsable de la mise sur le marché.

Art. 13. Dispositions transitoires.

1. Les normes visées par le règlement grand-ducal modifié du 27 août 1976 portant application de la directive CEE du 19 février 1973 concernant le rapprochement des Etats membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension ou le règlement grand-ducal modifié du 21 avril 1993 concernant la compatibilité électromagnétique peuvent être utilisées comme base pour présumer la conformité aux exigences essentielles visées à l'article 3, paragraphe 1, points a) et b). Les réglementations techniques communes visées par le règlement grand-ducal du 23 avril 1997 relatif aux équipements terminaux de télécommunications et aux équipements de stations terrestres de communications par satellite, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité peuvent être utilisées comme base pour présumer la conformité aux autres exigences essentielles visées à l'article 3.
2. Le ministre ayant dans ses compétences le Service de l'Energie de l'Etat ne fait pas obstacle à la mise sur le marché et la mise en service d'appareils conformes aux dispositions du règlement grand-ducal du 23 avril 1997 relatif aux équipements terminaux de télécommunications et aux équipement de stations terrestres de communications par satellite, incluant la reconnaissance mutuelle de leur conformité ou aux règles en vigueur et qui ont été mis sur le marché pour la première fois avant l'entrée en vigueur du présent règlement ou au plus tard deux ans après son entrée en vigueur.
3. Outre les exigences essentielles mentionnées à l'article 3, paragraphe 1, le ministre ayant dans ses compétences le Service de l'Energie de l'Etat peut demander de continuer, pendant une période pouvant aller jusqu'au 7 octobre 2002, et dans le respect des dispositions du traité instituant la Communauté européenne à exiger que les équipements terminaux de télécommunications ne puissent pas provoquer une détérioration inacceptable d'un service de téléphonie vocale accessible dans le cadre du service universel tel que défini par le règlement grand-ducal du 26 mai 1998 sur le service universel de télécommunications.

Le ministre ayant dans ses attributions le Service de l'Energie de l'Etat informe la Commission des motifs pour lesquels il demande de maintenir cette exigence, de la date à laquelle le maintien de cette exigence ne sera plus nécessaire pour le service concerné et des mesures prévues pour respecter ce délai.

Art. 14. Abrogation.

1. Le règlement grand-ducal du 23 avril 1997 relatif aux équipements terminaux de télécommunications et aux équipements de stations terrestres de communications par satellite, incluant la reconnaissance mutuelle est abrogée.
2. Le présent règlement n'est pas un règlement spécifique au sens de l'article 2, paragraphe 2, du règlement grand-ducal du 21 avril 1993 précité concernant la compatibilité électromagnétique. Les dispositions du règlement grand-ducal du 21 avril 1993 précité ne s'appliquent pas, à partir du 8 avril 2000, aux appareils relevant du présent règlement, à l'exception des exigences en matière de protection prévues à l'article 4 et à l'annexe III et de la procédure d'évaluation de la conformité visée à l'article 10, paragraphes 1 et 2, et à l'annexe I du règlement grand-ducal du 21 avril 1993 précité.
3. Les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 27 août 1976 portant application de la directive CEE du 19 février 1973 concernant le rapprochement des Etats membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension ne s'appliquent pas, à partir du 8 avril 2000, aux appareils relevant du présent règlement, à l'exception des objectifs relatifs aux exigences de sécurité énoncés à l'article 2 et à l'annexe I et de la procédure d'évaluation de la conformité visée à l'annexe III, point B, et à l'annexe IV du règlement grand-ducal du 27 août 1976.

Art. 15. Les infractions aux articles 9 et 12 du présent règlement sont punies d'une amende de 10.001 à 1.000.000 F.

Art. 16. Le présent règlement entre en vigueur le 8 avril 2000.

Art. 17. Notre ministre de l'Economie et Notre ministre ayant dans ses attributions les communications sont chargés de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Economie,
Henri Grethen
Le Ministre d'Etat,
Jean-Claude Juncker

Palais de Luxembourg, le 4 février 2000.
Pour le Grand-Duc:
Son Lieutenant-Représentant
Henri
Grand-Duc héritier

ANNEXE I

Equipements non visés par le présent règlement au sens de l'article 1er, paragraphe 4

1. Equipements hertziens utilisés par les radioamateurs au sens de l'article 1er, définition 53, du règlement de radiocommunications de l'Union internationale des télécommunications (UIT), à moins qu'il ne s'agisse d'équipements disponibles dans le commerce.
Les kits de pièces détachés à assembler par des radioamateurs et les équipements commerciaux modifiés par des radioamateurs et pour leur usage ne sont pas considérés comme des équipements disponibles dans le commerce.
2. Equipements relevant de la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins.
3. Fils et câbles.
4. Equipements de réception radio destinés à être utilisés exclusivement pour la réception de services de radiodiffusion sonore et télévisuelle.
5. Produits, équipements ou éléments au sens de l'article 2 du règlement (CEE) n° 3922/91 du Conseil du 16 décembre 1991 relatif à l'harmonisation de règles techniques et de procédures administratives dans le domaine de l'aviation civile.
6. Equipements et systèmes pour la gestion du trafic aérien au sens de l'article 1er du règlement grand-ducal du 11 mars 1999 portant exécution des directives du Conseil et de la Commission de l'Union européenne relatives à la définition et à l'utilisation de spécifications techniques compatibles pour l'acquisition d'équipements et de systèmes pour la gestion du trafic aérien.

ANNEXE II

Procédure d'évaluation de la conformité visée à l'article 10, paragraphe 3

Module A (contrôle interne de la fabrication)

1. Ce module décrit la procédure par laquelle le fabricant, ou son mandataire établi dans la Communauté, qui remplir les obligations prévues au point 2, assure et déclare que les produits en question satisfont aux exigences de la directive qui leur sont applicables. Le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté appose le marquage «CE» sur chaque produit et établit par écrit une déclaration de conformité.
2. Le fabricant établit la documentation technique décrite au point 4; le fabricant, ou son mandataire établi dans la Communauté, tient cette documentation à la disposition des autorités nationales de tout Etat membre à des fins d'inspection pendant une durée d'au moins dix ans à compter de la dernière date de fabrication du produit.
3. Lorsque ni le fabricant ni son mandataire ne sont établis dans la Communauté, cette obligation de tenir la documentation technique à disposition incombe à la personne responsable de la mise du produit sur le marché communautaire.
4. La documentation technique doit permettre l'évaluation de la conformité du produit aux exigences essentielles. Elle doit couvrir la conception, la fabrication et le fonctionnement du produit, et comporter notamment:
 - une description générale du produit,
 - des dessins de conception et de fabrication, ainsi que des schémas des composants, sous-ensembles, circuits, etc.,
 - les descriptions et explications nécessaires à la compréhension des dessins et schémas susmentionnés et du fonctionnement du produit,
 - une liste des normes visées à l'article 5, appliquées entièrement ou en partie, ainsi qu'une description et explication des solutions adoptées pour satisfaire aux exigences essentielles de la directive lorsque les normes visées à l'article 5 n'ont pas été appliquées ou n'existent pas,
 - les résultats des calculs de conception, des contrôles effectués, etc.
 - les rapports d'essais.
5. Le fabricant ou son mandataire conserve, avec la documentation technique, un exemplaire de la déclaration de conformité.
6. Le fabricant prend toutes les mesures nécessaires pour que le procédé de fabrication assure la conformité des produits manufacturés à la documentation technique visée au point 2, et aux exigences de la présente directive qui leur sont applicables.

ANNEXE III

Procédure d'évaluation de la conformité visée à l'article 10, paragraphe 4*(Contrôle interne de la fabrication plus essais spécifiques de l'appareil)*

La présente annexe comprend l'annexe II complétée par les exigences supplémentaires suivantes:

Pour chaque type d'appareil, toutes les séries d'essais radio essentielles doivent être effectuées par le fabricant ou pour le compte de celui-ci. Le choix des séries d'essais jugées essentielles relève de la responsabilité d'un organisme notifié choisi par le fabricant, sauf si elles sont définies dans des normes harmonisées. L'organisme notifié tient dûment compte des précédentes décisions rendues par des organismes notifiés agissant de concert.

Le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté ou la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil déclare que les essais ont été effectués et que l'appareil est conforme aux exigences essentielles et il appose le numéro d'identification de l'organisme notifié au cours du processus de fabrication.

ANNEXE IV

Procédure d'évaluation de la conformité visée à l'article 10, paragraphe 5*(Dossier de construction technique)*

La présente annexe comprend l'annexe III complétée par les exigences supplémentaires suivantes:

La documentation technique décrite au point 4 de l'annexe II et la déclaration de conformité aux séries d'essais radio spécifiques visée à l'annexe III constituent un dossier de construction technique.

Le fabricant, son mandataire établi dans la Communauté ou la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil, soumet le dossier à un ou plusieurs organismes notifiés; chacun de ces organismes doit être informé des autres organismes auxquels le dossier a été soumis.

L'organisme notifié examine le dossier et, s'il apparaît que le respect des exigences de la directive n'est pas suffisamment établi, il peut adresser un avis au fabricant, ou à son mandataire ou à la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil, et il informe en conséquence les autres organismes notifiés auxquelles le dossier a été soumis. Cet avis est donné dans un délai de quatre semaines à compter de la réception du dossier par l'organisme notifié. A la réception de cet avis, ou au terme de la période de quatre semaines, l'appareil peut être mis sur le marché, sans préjudice des dispositions de l'article 6, paragraphe 3, et de l'article 9, paragraphe 3.

Le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté ou la personne responsable de la mise sur le marché de l'appareil tient le dossier à la disposition des autorités nationales de tout Etat membre à des fins d'inspection pendant une durée d'au moins dix ans à compter de la dernière date de fabrication de l'appareil.

ANNEXE V

*Procédure d'évaluation de la conformité visée à l'article 10**Assurance qualité complète*

1. L'assurance qualité complète est la procédure par laquelle le fabricant qui remplit les obligations du point 2 assure et déclare que les produits considérés satisfont aux exigences de la directive qui leur sont applicables. Le fabricant appose les marquages prévus à l'article 12, paragraphe 1, sur chaque produit et établit une déclaration écrite de conformité.
2. Le fabricant met en oeuvre un système de qualité approuvé pour la conception, la fabrication et l'inspection finale des produits et les essais comme spécifié au point 3, et il est soumis à la surveillance visée au point 4.
3. Système de qualité
 - 3.1. Le fabricant soumet une demande d'évaluation de son système de qualité auprès d'un organisme notifié. Cette demande comprend:
 - toutes les informations appropriées pour les produits envisagés,
 - la documentation sur le système de qualité.
 - 3.2. Le système de qualité doit assurer la conformité des produits aux exigences de la directive qui leur sont applicables. Tous les éléments, exigences et dispositions adoptés par le fabricant doivent figurer dans une documentation tenue de manière systématique et rationnelle sous la forme de mesures, de procédures et d'instructions écrites. Cette documentation sur le système de qualité permet une interprétation uniforme des mesures et des procédures de qualité telles que programmes, plans, manuels et dossiers de qualité. Elle comprend en particulier une description adéquate:
 - des objectifs de qualité, de l'organigramme, des responsabilités des cadres et de leurs pouvoirs en matière de qualité de la conception et des produits,
 - des spécifications techniques, y compris les normes harmonisées, les réglementations techniques et les spécifications d'essai pertinentes qui seront appliquées et, lorsque les normes visées à l'article 5, paragraphe 1, ne sont pas appliquées entièrement, des moyens qui seront utilisés pour que les exigences essentielles de la directive qui s'appliquent aux produits soient respectées,

- des techniques de contrôle et de vérification de la conception, des procédés et des actions systématiques qui seront utilisés lors de la conception des produits appartenant à la catégorie de produits couverte,
 - des techniques correspondantes de fabrication, de contrôle de la qualité et d'assurance de la qualité, des procédés et actions systématiques qui seront utilisés,
 - des contrôles et des essais qui seront effectués avant, pendant et après la fabrication et de la fréquence à laquelle ils auront lieu, ainsi que, le cas échéant, des résultats des essais effectués avant la fabrication,
 - des moyens permettant de s'assurer que les installations d'essais et de contrôle répondent aux exigences appropriées pour l'exécution de l'essai nécessaire,
 - des dossiers de qualité tels que les rapports d'inspection et les données d'essais et d'étalonnage, les rapports sur la qualification du personnel concerné, etc.,
 - des moyens permettant de vérifier la réalisation de la qualité requise en matière de conception et de produit, ainsi que le fonctionnement efficace du système de qualité.
- 3.3. L'organisme notifié évalue le système de qualité pour déterminer s'il répond aux exigences visées au point 3.2. Il présume la conformité à ces exigences pour les systèmes de qualité qui mettent en oeuvre la norme harmonisée correspondante.
- L'organisme notifié examine en particulier si le système de contrôle de la qualité assure la conformité des produits aux exigences de la directive à la lumière de la documentation pertinente fournie au sujet des points 3.1 et 3.2, y compris, le cas échéant, des résultats des essais fournis par le fabricant.
- L'équipe d'auditeurs comporte au moins un membre ayant acquis, en tant qu'évaluateur, l'expérience de la technologie du produit concerné. La procédure d'évaluation comporte une visite dans les locaux du fabricant. La décision est notifiée au fabricant. La notification contient les conclusions du contrôle et la décision d'évaluation motivée.
- 3.4. Le fabricant s'engage à remplir les obligations découlant du système de qualité tel qu'il est approuvé et à le maintenir de sorte qu'il demeure adéquat et efficace.
- Le fabricant ou son mandataire informe l'organisme notifié qui a approuvé le système de qualité de tout projet d'adaptation de celui-ci.
- L'organisme notifié évalue les modifications proposées et décide si le système de qualité modifié répondra encore aux exigences visées au point 3.2 ou si une nouvelle évaluation est nécessaire.
- Il notifie sa décision au fabricant. La notification contient les conclusions du contrôle et la décision d'évaluation motivée.
4. Surveillance CE sous la responsabilité de l'organisme notifié.
- 4.1. Le but de la surveillance est de s'assurer que le fabricant remplit correctement les obligations qui découlent du système de qualité approuvé.
- 4.2. Le fabricant autorise l'organisme notifié à accéder, à des fins d'inspection, aux lieux de conception, de fabrication, d'inspection, d'essais et de stockage et lui fournit toutes les informations nécessaires, en particulier:
- la documentation sur le système de qualité,
 - les dossiers de qualité prévus dans la partie du système de qualité consacrée à la conception, tels que les résultats d'analyses, des calculs, des essais, etc.,
 - les dossiers de qualité prévus par la partie du système de qualité consacrée à la fabrication, tels que les rapports d'inspection et les données d'essais, les données d'étalonnage, les rapports sur la qualification du personnel concerné, etc.
- 4.3. L'organisme notifié procède à des audits à des intervalles raisonnables, afin de s'assurer que le fabricant maintient et applique le système de qualité, et fournit un rapport d'audit au fabricant.
- 4.4. En outre, l'organisme notifié peut effectuer des visites inopinées chez le fabricant. A l'occasion de telles visites, l'organisme notifié peut effectuer des essais pour vérifier le bon fonctionnement du système de qualité, si nécessaire. Il fournit au fabricant un rapport de visite et, s'il y a eu essai, un rapport d'essai.
5. Le fabricant tient à la disposition des autorités nationales pendant une durée d'au moins dix ans à compter de la dernière date de fabrication du produit:
- la documentation visée au point 3.1, deuxième alinéa, deuxième tiret,
 - les adaptations visées au point 3.4, deuxième alinéa,
 - les décisions et rapports de l'organisme notifié visés au point 3.4, dernier alinéa, et aux points 4.3 et 4.4.
6. Chaque organisme notifié tient à la disposition des autres organismes notifiés les informations pertinentes concernant les approbations de systèmes de qualité délivrées et retirées, y compris les références au(x) produit(s) concerné(s).

ANNEXE VI

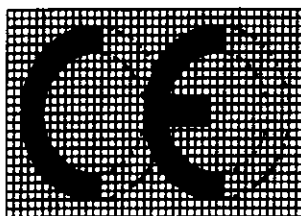
Critères minimaux à appliquer par les Etats membres dans la désignation des organismes notifiés conformément à l'article 11, paragraphe 1

1. L'organisme notifié, son directeur et le personnel chargé d'effectuer les tâches pour lesquelles l'organisme notifié a été désigné ne peuvent être un concepteur, un fabricant, un fournisseur ou un installateur d'équipements hertziens ou d'équipements terminaux de télécommunication, ni un exploitant de réseaux ou un fournisseur de services, ni le mandataire d'aucun d'entre eux. Ils doivent être indépendants et ne peuvent participer directement à la conception, à la construction, à la commercialisation ou à l'entretien d'équipements hertziens ou d'équipements terminaux de télécommunication, ni représenter les parties engagées dans ces activités. Ces dispositions n'excluent pas la possibilité d'échanges d'informations techniques entre le fabricant et l'organisme notifié.
2. L'organisme notifié et son personnel doivent effectuer les tâches pour lesquelles l'organisme notifié a été désigné avec la plus haute intégrité professionnelle et la plus grande compétence technique; ils doivent être à l'abri de toute pression et de tout risque de corruption, notamment financière, susceptibles d'influencer leur jugement ou les résultats des inspections, notamment de la part de personnes ou de groupes de personnes intéressées par ces résultats.
3. L'organisme notifié doit disposer du personnel et des installations nécessaires pour effectuer convenablement les travaux administratifs et techniques associés aux tâches pour lesquelles il a été désigné.
4. Le personnel chargé des inspections doit:
 - avoir une bonne formation technique et professionnelle,
 - avoir une connaissance satisfaisante des exigences relatives aux essais ou inspections effectués, ainsi qu'une expérience suffisante de ces essais ou inspections,
 - être à même d'établir les certificats, registres et rapports exigés pour authentifier l'exécution des inspections.
5. L'impartialité des membres du personnel d'inspection doit être garantie. Leur rémunération ne doit pas dépendre du nombre ni des résultats des essais ou inspections effectués.
6. L'organisme notifié doit contracter une assurance de responsabilité, sauf lorsque sa responsabilité est assumée par l'Etat conformément au droit national, ou lorsque l'Etat membre lui-même est directement responsable.
7. Le personnel de l'organisme notifié est tenu au secret professionnel pour toute information obtenue dans l'exécution de ses tâches (sauf vis-à-vis des autorités administratives compétentes de l'Etat membre dans lequel il exerce ses activités) en vertu de la présente directive ou de toute disposition de droit national qui en assure la mise en oeuvre.

ANNEXE VII

Marquage des équipements visé à l'article 12, paragraphe 1

1. Le marquage «CE» de conformité est constitué des initiales «CE» selon le graphisme suivant:



En cas de réduction ou d'agrandissement du marquage «CE», les proportions telles qu'elles ressortent du graphisme gradué figurant ci-dessus doivent être respectées.

2. La hauteur du marquage «CE» ne peut être inférieure à 5 mm, sauf s'il est impossible de respecter cette dimension en raison de la nature de l'appareil.
3. Le marquage «CE» est apposé sur le produit ou sur sa plaque d'identification. En outre, ce marquage est apposé sur son emballage, le cas échéant, et sur les documents d'accompagnement.
4. Le marquage «CE» est apposé de façon visible, lisible et indélébile.
5. L'identificateur de la catégorie d'équipements se présente sous une forme que décidera la Commission conformément à la procédure définie à l'article 14 de la directive.

Le cas échéant, il comprend un élément destiné à informer l'utilisateur que l'appareil utilise des bandes de fréquences radio dont l'utilisation n'est pas harmonisée dans l'ensemble de la Communauté.

Il a la même hauteur que les initiales «CE».